

relations

octobre 1985

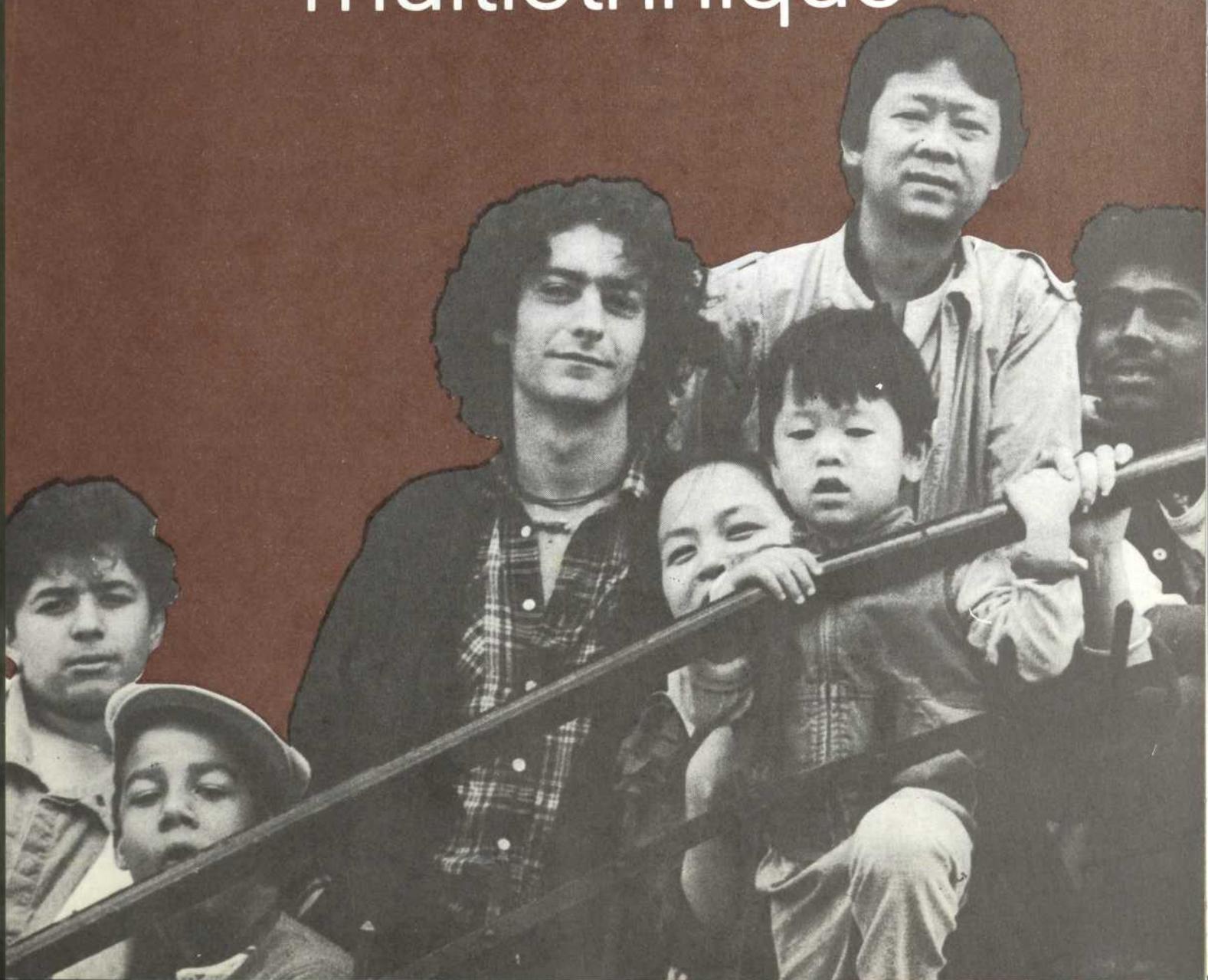
2,50 \$

no 514

DES ARMES POUR LA PAIX

LE LIBRE-ÉCHANGE

vers un québec
multiethnique



Au nom de l'éthique et du respect des droits humains, il faut condamner l'apartheid et appuyer les pressions exercées sur le gouvernement de Pretoria pour l'obliger à négocier avec la majorité noire.

Mais à seulement digérer devant le petit écran notre dose quotidienne d'affrontements entre policiers et manifestants, nous risquons vite d'imaginer que tout cela n'est possible qu'à l'autre bout du monde. Pourtant, des émeutes raciales éclatent en Angleterre; la France se sent menacée par ses minorités arabes ou portugaises; l'Allemagne a expulsé des dizaines de milliers de travailleurs étrangers; les États-Unis sont débordés par l'immigration clandestine. Ce n'est pas si loin.

Rappelons-nous. Les Afrikaners, descendants de colons hollandais établis en Afrique australe depuis le XVIIe siècle, rattachés de force à l'Empire britannique quand on eut découvert de l'or dans leur sous-sol, considèrent l'apartheid comme un rempart culturel. Ils se regardent comme un peuple fondateur, dominé par l'élément britannique qui contrôle le monde des affaires et menacé par une majorité inassimilable.

De loin, l'apartheid des autres est facile à reconnaître et à condamner. À une autre échelle, sans doute, mais ici, comment gérons-nous nos rapports quotidiens avec les communautés culturelles issues de l'immigration?

Espérons-nous simplement, sans le dire trop haut, assimiler «les autres», dans une sorte de «melting pot» québécois? Pouvons-nous, sans naïveté et sans démission, accepter les modèles de société multiculturelle, de «mosaïques», que nous proposent leurs porte-parole?

Au moment où les milieux d'affaires canadiens rêvent d'une espèce de souveraineté-association avec les États-Unis, la société québécoise ne peut se contenter de tenir pour une affaire réglée la question de son identité culturelle. Et, d'autre part, cette identité culturelle ne se bâtira pas sans l'apport de tous ses membres.

D'où le dossier de ce mois-ci.

Albert Beaudry

relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

DIRECTEUR
Albert Beaudry
SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION
Fernand Jutras

COMITÉ DE RÉDACTION
Ginette Boyer, Jacques
Chênevert, Julien
Harvey, Karl Lévêque,
Roger Marcotte, Guy
Païement, Francine
Tardif, Gisèle Turcot

COLLABORATEURS
Renaud Bernardin,
Raymond Bertin, Michel
M. Campbell, François
Gloutnay, Richard
Dubois, Yves Lever,
Annine Parent-Fortin,
Jean Picher, Jacques
Racine, Jean-Pierre
Richard, Maryse Robert,
Jean-Paul Rouleau.

BUREAUX
8100, boul. St-Laurent
Montréal H2P 2L9
tél.: (514) 387-2541

ABONNEMENTS
Hélène Desmarais
Prix de l'abonnement:
16,00\$ par an
(10 numéros)

CONCEPTION GRAPHIQUE
Anne Cherix

Les articles de Relations sont répertoriés dans *Point de repère*, dans le *Canadian Periodical Index*, publication de l'Association canadienne des bibliothèques, et dans le *Répertoire canadien sur l'éducation*. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de Relations en s'adressant à *University Microfilm*, Ann Arbor Michian 48106 USA.

Courrier de la deuxième classe. Enregistrement no 0143.

face à l'actualité

Lettre du Nicaragua □ La psychose du sida □ Les jeunes québécois et la politique □ Retour de Nairobi □ La JEC fête ses 50 ans

POLITIQUE OU RELIGIEUX?

Totogalpa, Nicaragua
26 juillet 1985

Salut et paix!
Soyons clairs! «Le jeûne du P. Miguel d'Escoto, c'est purement politique», dit un évêque. «Le jeûne du P. Miguel, c'est le sentiment profond du peuple qui souffre la faim et le deuil par caprice de l'administration Reagan», dit un prêtre important du diocèse d'Esteli. «Le jeûne du P. Miguel, il faut le respecter», dit l'évêque d'Esteli. «Nous sommes un groupe de prêtres et de religieuses de la frontière nord du Nicaragua, où nous entendons le fouet de la guerre et où nous accompagnons les déplacés. Nous voulons dire au monde le sentiment qui nous dirige et la force de Dieu qui nous pousse. Nous nous unissons à ce jeûne, comme un chant à la Vie face à la mort destructrice et aux machines de guerre qui ruinent les peuples faibles, innocents ou sans défense. Par ce jeûne, nous voulons invoquer le pouvoir divin pour qu'il arrête les forces du mal.»

Politique ou religieux, ce jeûne? Vous voyez clair, vous autres? Moi, non. Mais j'ai décidé, après trois semaines de réflexion, d'hésitation et de prière, de jeûner durant trois jours, sans aucun aliment, seulement de l'eau. Et j'ai dit à mes gens: «Je le fais pour que Dieu m'illumine et me purifie; je le fais comme un acte de foi dans les paroles de Jésus: *Une sorte de démon qui ne se chasse que par la prière et le jeûne.*» Le troisième jour, je ne voyais pas en-

core clair! Les reins, les intestins, me faisaient souffrir énormément. Ça n'aidait pas à réfléchir... Mais je n'avais que cela à offrir, tout en pensant à Jésus qui suait le sang de peur, parce qu'il avait défendu la cause de la fraternité sur terre.

À la messe du troisième soir, alors que je pensais parler à mes gens, avec l'Esprit, sur le jeûne, je n'avais rien à dire! Je me suis limité à leur dire: «Faites l'expérience dans la foi en Jésus!»

Politique ou religieux?

Un membre d'une «brigade» de St-Jérôme qui me visitait il y a trois semaines, me demandait si je croyais qu'il fallait prendre les armes? Ma réponse: «Quand j'ai entendu éclater les mitrailleuses dans ma rue, quand j'ai entendu éclater les mortiers à 200 pieds d'ici, quand j'ai ramassé des blessés et un mort du jeep qui me suivait sur une route en montagne, je ne me suis pas posé de questions. Avoir eu une arme, j'aurais essayé d'arrêter ces massacres à quelques pas de moi!» — «Alors, dis moi sincèrement, as-tu une arme dans ta maison?» — «Non, car je crois que je peux rendre service pour la vie autrement.» Parmi cet «autrement», maintenant je peux ajouter: «En criant par ma souffrance du jeûne, je comprends et m'unis à la souffrance des mères en deuil, mes voisines, car leurs fils sont tombés sous ces engins de mort; je m'unis à la souffrance de centaines de jeunes de ma paroisse présentement

dans les montagnes, affamés, épuisés, parfois 10, 15, 20 jours sans même enlever leurs bottes, les pieds et les jambes couverts de plaies (je les ai vues)». Je peux crier: «Je souffre comme eux parce que l'administration Reagan finance et arme des contre-révolutionnaires.» Avec quel argument le fait-elle? Politique ou religieux? L'argument de Reagan est qu'il veut sauver la «civilisation» chrétienne... Quel est l'argument des contre-révolutionnaires? Politique ou religieux? Un chapelet ou une croix dans le cou, ils viennent massacrer, mutiler, «comme soldats religieux», disent-ils. Politique ou religieux?

Je ne vois plus clair entre les deux! Je ne vois que le sang et la souffrance. Le sang a-t-il couleur de politique ou de religion?

À ceux qui n'y voient que de la politique, je dis: «Tu as bien raison».

À ceux qui n'y voient que de la religion, je dis: «Tu as

bien raison». Si par ce jeûne national, violent et non violent, nous obtenions la paix? Est-ce que la paix serait politique ou religion?

Durant toute la dernière guerre mondiale, j'ai prié et jeûné pour la paix à la demande de l'Église canadienne. Politique ou religieux? ■

Henri-J. Coursol

Prêtre des missions étrangères

P.S. — Hier soir, arrivaient les cadavres de 15 jeunes de la paroisse voisine tombés dans une embuscade de contre-révolutionnaires. (Je dois maintenant fermer les lumières: des coups de feu commencent dans la périphérie du village. Ce sont des armes adversaires).

CELA S'APPELLE LA MORT

de la répulsion. Voilà ce que provoque depuis bientôt cinq ans une maladie qui n'en est pas une, mais qui tue comme la peste, le sida. Le sida est une absence de défense devant la maladie, dont l'un des effets est de nous mettre en présence de nous-mêmes, dépouillés de nos cuirasses. De là la répulsion, et de là aussi l'effort frénétique des hommes de science pour trouver une parade à ce coup.

Jusqu'ici, le virus LAV a été un révélateur sans précédent. Dans un monde de mort à l'hôpital et d'inhumations feutrées, il nous place devant la mort pure et simple. Dans un monde où science et rationalité sont les piliers d'une nouvelle croyance, la lutte contre le sida nous a révélé que le domaine des savants n'est pas à l'abri du chauvinisme: il suffit pour s'en convaincre de se rappeler la réticence de certains chercheurs américains à reconnaître l'antériorité des découvertes de leurs collègues français. Le phénomène du sida rappelle à l'homme moderne que son effort faustéen de transformation et de contrôle de la Nature a ses limites et bute sur des imprévus. Et aussi, que l'unification microbienne de la planète se moque de la prétendue supériorité de l'homme blanc.

Le grand imprévu, c'est le virus lui-même. Le LAV est un virus nouveau, inconnu dans les échantillons de sang occidentaux avant 1980. «En revanche, dit le docteur Luc Montagnier de l'Institut Pasteur, on le retrace jusqu'en 1971-72, dans les collections de globules recueillies pour raisons ethnographiques dans certains pays d'Afrique centrale. Le virus LAV est présent au Zaïre, notamment, depuis de nombreuses années.» Le sida nous révèle donc que l'inventaire n'est jamais terminé.

Le sida atteint l'homme occidental au cœur parce qu'il a un caractère épidémique et que l'homme des pays développés — qui domine largement l'effort scientifique contemporain — croyait s'être évadé du royaume de la contagion, c'est-à-dire de la mort incontrôlée. Et c'est le dernier étage du cœur qui est atteint parce que c'est une maladie qui est transmise très souvent au cours de contacts sexuels. La contagion prive l'homme occidental de l'autonomie de sa personne, assiette de son identité, et de ses

cloisonnements vis-à-vis l'Autre, fondement de son impunité: l'homosexuel (riche, pauvre ou prostitué), la prostituée (de luxe ou de trottoir), le Noir, le drogué (élégant ou dégénéré), le malade (hémophile), le marginal, le paria et... le singe vert de l'Afrique centrale. Car, selon le professeur Robert Gallo de l'Institut national du cancer des États-Unis, le LAV a vraisemblablement été transmis aux humains par les singes verts africains.

Le LAV pose à l'homo oeconomicus du Nord le problème de ses rapports avec l'Autre mais également avec la Nature qui grimace et qui mord comme un singe, planqué dans une forêt du Sud. On est loin des bons sentiments de la lutte contre la pollution. Le phénomène du sida fait fondre le maillage de la société libérale et projette sur ses générosités une lumière crue. Les homosexuels d'Occident se demandent maintenant si la latitude qui leur a été accordée n'est pas en train d'être transformée en un moyen de les mieux stigmatiser. Les ghettos «gais» deviendront-ils des léproseries? Le nombre des individus qui ont été en contact avec le virus est si grand (des millions) que les méthodes d'application du dépistage posent déjà tout le problème des droits et libertés sous un angle nouveau. La décision des forces armées américaines de rendre obligatoire le test de dépistage en est un exemple.

Devant ce coup du sort qu'est le sida et avant la parade pharmaceutique, il nous reste nos peurs anciennes qui refont surface et qui trouvent des hérauts. Ils nous clament que chaque fois que l'homme a cédé à l'hédonisme et à la promiscuité, il s'est affaibli et la civilisation avec lui et nous répètent que le chemin à suivre est celui de l'austérité nataliste. Ils nous disent que le feu du ciel n'avait que trop tardé à s'abattre sur Sodome ou que c'est une revanche du tiers monde. C'est à croire qu'au serpent du Jardin a succédé le singe vert de la Jungle. André Malraux affirme: «Le coup d'état du christianisme, c'est d'avoir installé la fatalité dans l'homme». Dans l'intériorité d'un tel homme, il n'y a pas de mort véritable, il n'y a que la mort-à-vaincre et elle lui apparaît par éclairs. Le sida en est un. ■

Jean-Pierre Richard

JEUNE, PROGRESSISTE, LIBÉRAL ?

Samedi, le 14 septembre, le Regroupement autonome des jeunes (RAJ) avait rassemblé suffisamment de militants pour retarder la rencontre entre les candidat-e-s à la présidence du PQ et les jeunes membres du parti. Ceux-ci avaient eux-mêmes réuni plus de 1500 personnes pour cette soirée, qui devait s'avérer l'une des plus réussies de la course à la chefferie: les discours étaient bien préparés, la salle attentive, enthousiaste et disciplinée, les questions bien structurées. Ceux qui souhaitent que le PQ continue de «brasser des idées» devaient être contents. De leur côté, les étudiant-e-s en science politique de l'université Laval préparent un important colloque sur la politique et les jeunes: la jeunesse québécoise se prépare-t-elle à reprendre sa place sur l'échiquier politique? Pour leur part, les jeunes libéraux s'y sont mis.

Alors que le grand vent conservateur souffle de plus en plus fort, les 2000 délégué-e-s au dernier congrès de la Commission-jeunesse du Parti libéral du Québec ont tenu à revendiquer le titre de progressistes. «On est audacieux, déclare le président Pietro Perrino: si les jeunes qui ont le moins d'intérêts à protéger ne le sont pas, qui va l'être?» Suite aux interventions des jeunes, le congrès d'orientation du PLQ a retenu le principe de la parité de l'aide sociale pour les moins de 30 ans.

Jeune, progressiste, libéral. Cette triple identité inspire le document de travail de la Commission-jeunesse, «Pour être taxé... d'audace». Trois grands thèmes: la participa-

tion populaire directe à la vie politique, la protection de l'environnement, l'assainissement de la publicité gouvernementale. Une proposition-choc, adoptée après un vote serré: qu'on tienne des référendums populaires tous les deux ans afin de permettre à la population de s'exprimer sur les grandes orientations ou les grands projets de l'État.

On ne sait pas grand chose du jeune libéral type mais il ou elle est présent-e comme jamais dans les cégeps et les universités et semble bien décidé-e à prouver que le parti de Robert Bourassa peut offrir autre chose que des discours réchauffés, servis par des politiciens usés. Au grand étonnement d'à peu près tout le monde, à commencer par l'establishment libéral, un peu troublé quoique — Année de la jeunesse et stratégie électorale obligent — officiellement ravi de l'enthousiasme de ses jeunes troupes.

Nul doute: le Parti québécois gagnerait à s'interroger sur l'attrait réel et nouveau qu'exerce le PLQ chez les jeunes québécois. Par ailleurs, les jeunes libéraux, ardents, motivés, actifs, ont peut-être quelque chose à apprendre de l'histoire des anciens jeunes péquistes. Une leçon de vigilance. La comparaison entre le programme du Parti québécois et les réalisations du gouvernement en poste montre bien qu'il y a une marge entre l'adoption de résolutions ouvertes, généreuses et progressistes, au niveau de la base d'un parti, et l'exercice réel du pouvoir par les élus. ■

Francine Tardif

NAIROBI, CAPITALE DES FEMMES

en juillet 1985, Nairobi est devenue pour dix-sept jours une véritable capitale des femmes. Venues de 157 pays, près de 14 000 d'entre elles se sont rencontrées pour assister à la conférence des Nations unies marquant la fin de la décennie des femmes et pour participer au forum parallèle des organismes non gouvernementaux.

Le but de ces rencontres: évaluer les progrès réalisés au cours de la dernière décennie dans l'amélioration de la condition féminine, identifier les obstacles qui s'y opposent, établir des priorités pour les 15 prochaines années.

À lui seul, le nombre imposant des participantes indique que se développe une conscience universelle des femmes et les 1300 ateliers du forum ont bien montré que les femmes ne s'intéressent pas seulement aux questions qui les concernent plus particulièrement, mais à toutes les questions qui inquiètent le monde d'aujourd'hui. De subordonnées qu'elles étaient dans le passé, elles deviennent maintenant co-responsables d'une société nouvelle, contestant ainsi les normes ancestrales. Plus de doute: c'est toute la communauté internationale qui est touchée par ces changements de valeurs et de mentalité.

Les femmes des cinq continents s'accordent à dire qu'elles subissent encore les effets d'une culture patriarcale qui les a longtemps opprimées. Placées au bas de l'échelle sur le plan économique, elles demeurent victimes

de violence, de mutilation, de préjugés, de stéréotypes. Trop longtemps éloignées des centres d'éducation, elles restent souvent les seules responsables de la tenue du foyer et de l'éducation des enfants. Ignorantes, mal nourries, surchargées de corvées, elles ont peu ou pas de pouvoir politique. Soumises, elles connaissent mal leur potentiel et sont brimées dans leurs droits, même les plus essentiels. Exprimés différemment, ces problèmes demeurent sensiblement les mêmes aux quatre coins de l'horizon. Et les groupes des femmes comprennent qu'en oeuvrant ensemble, elles sont en train de devenir une force audacieuse de changement, un dynamisme universel avec lequel il faut compter dorénavant.

Le mouvement des femmes, qui s'est identifié à Nairobi, est un mouvement politique. Il engendre une révolution sociale qui commande conversion, changement, adaptation. Il promeut une révolution pacifique qui exige temps, patience et engagement, où traditions et modes de vie sont bouleversés. Ce féminisme devient une nouvelle façon de vivre en convoquant l'humanité vers un monde sans violence, mais il pousse à l'action avec une énergie puissante et une saine agressivité. Surgie d'Afrique, d'Europe, d'Asie ou d'Amérique, la prise de parole est ferme, son discours articulé et radical. Les confrontations existent, elles sont assumées car elles permettent de fouiller les questions et invitent à la réflexion.

À cette rencontre internationale les femmes en Église se sont aussi rassemblées entre elles. Officiellement. Dans divers ateliers elles ont partagé leur vécu et leurs expériences. Leur foi en Jésus Christ qui les appelle à libérer leurs soeurs du joug social, économique, politique et culturel, les appelle aussi à travailler au coeur même des structures ecclésiales. Elles sont Église au coeur du monde et veulent devenir pour ce monde des garantes de paix, d'égalité et de développement, des artisanes d'un monde plus équitable, d'une Église visage du Christ.

Dans l'Église on parle souvent de communauté. Comment parler de communauté quand se côtoient l'inégalité, la violence et le sexisme? C'est la question que lance Bernadette, une catholique de l'Afrique du Sud.

«Peut-on faire communauté en vivant constamment les uns au salon et les autres à la cuisine en arrière? Dieu ne ressemble en rien à un PDG qui dirige, il est communautaire avec et parmi nous et son plan divin est que toutes les femmes et tous les hommes vivent en communion. Les dommages faits aux femmes dans nos sociétés et dans nos Églises sont tellement grands qu'il nous faudra être rudes, droites comme des arbres et solides comme le roc. Il nous faudra affronter les tempêtes avec vaillance. Tous les dons de l'Esprit nous accompagnent. Il ne s'agit pas de lancer la pierre à personne mais de devenir nous-mêmes pierres vivantes. Avec prudence, fermeté et bienveillance

il faut bâtir des pays et des Églises où respect et justice seront frère et soeur, où homme et femme seront libres. Les femmes ne doivent pas craindre pour elles-mêmes le pouvoir positif qui fait jaillir la vie. Ne sont-elles pas porteuses et donneuses de vie? Elles doivent cependant refuser le pouvoir négatif qui contrôle, aliène et tue. Trop de femmes meurent sans jamais se relever. Jésus le Christ n'est-il pas venu pour que toutes et tous aient la vie en abondance? Et si actuellement les hommes se disent les seuls appelés à la tête de l'Église, qu'ils n'oublient pas que nous les femmes, nous en sommes alors le cou et que cette tête ne bougera jamais si le cou refuse de tourner.»

À Nairobi, le mouvement des femmes n'avait rien de la mode éphémère. On le voyait s'enraciner profondément dans l'histoire du monde. Il est bien autre chose qu'une idéologie bourgeoise: une prise de conscience profonde, un mouvement de masse capable de pointer des champs d'actions concrètes. La décennie écoulée a permis de franchir les premières étapes nécessaires. Les insatisfactions des femmes ne sont plus seulement émotion et intuition mais plutôt connaissance et analyse. Elles sont maintenant en mesure d'identifier clairement le type de société et d'Église qu'elles favorisent. ■

Annine Parent-Fortin
Marthe Boudreau-Pagé

LA JEC: 50 ANS

Washington. Des messieurs très sérieux, bien nourris et d'un âge certain regardent en silence une sélection de vidéos «rock»; vous voyez le genre: Prince, Madonna, Twisted Sister... Ce sont des membres du Sénat des États-Unis. Cédant aux pressions d'un très puissant lobby — leurs épouses —, ils ont accepté d'examiner ce que leurs petits-enfants consomment à forte dose depuis au moins deux ans et de s'exposer à la violence des scénarios, à la grossièreté des textes.

Réaction des jeunes: de quoi je me mêle? Le vrai problème n'est pas là: qui s'arrête à écouter les paroles de ces chansons? Le Congrès aurait bien autre chose à faire s'il voulait vraiment nous aider. Réaction de la presse: déjà-vu, au temps d'Elvis et à l'époque des Beatles. Conflit de générations.

Montréal, Hull, Saint-Hyacinthe. Un mouvement de jeunes célèbre ses 50 ans: la JEC, Jeunesse étudiante chrétienne.

Aucun rapport avec le Sénat américain. À première vue. Sinon que ce mouvement d'Action catholique connaît lui aussi de sérieux problèmes de communication avec le monde des adultes sérieux. Dans certaines écoles de la Commission des écoles catholiques de Montréal par exemple, la JEC est tout bonnement interdite: trop contestataire. Devant l'Église officielle, le malaise n'est pas moindre. On dit que la JEC n'est plus ce qu'elle était, que ses effectifs ont tellement diminué, que les jeunes ne se laissent pas conseiller... Comme si l'Église et l'école étaient encore ce qu'elles ont été au moment où l'enseignement était largement contrôlé par le Comité catholique et par les communautés religieuses. Comme si la pratique religieu-

se, les vocations, l'éducation familiale étaient encore ce qu'elles étaient au temps du Petit catéchisme de la Province de Québec. Comme s'il n'y avait pas eu la crise de l'Action catholique... reflet de la transformation de notre société et de la difficulté de notre Église à s'y adapter.

Ici s'arrête le parallèle.

Si l'Action catholique étudiante n'existait pas, il faudrait l'inventer. On rêverait d'un lieu de formation de la personne, d'une pédagogie de la foi, axées sur la recherche en groupe, l'analyse sociale et l'engagement pratique dans le milieu de vie.

Rien n'est moins évident, aujourd'hui, qu'une action soutenue dans le milieu étudiant. Rien n'est moins facile pour l'Église (comme pour la société québécoise dans son ensemble) que de s'ouvrir à une génération qu'on s'obstine à refouler dans la marge.

«Présenter à des jeunes une vision de foi à partir de leur vécu, leur proposer un Jésus Christ qui leur parle dans leur vie d'aujourd'hui, leur apprendre à vivre en communauté», c'est ainsi que les militants jécistes de 1985 formulent le défi qu'ils veulent relever.

Qui donc disait aux jeunes, l'an dernier au Stade olympique, qu'ils devaient se faire une place à eux dans l'Église? On ne s'attend pas à ce que les sénateurs américains entreprennent un véritable dialogue avec la jeunesse des États-Unis. Il serait tragique, par contre, que l'Église du Québec passe à côté de sa jeunesse. Le cinquantième anniversaire de la JEC, cet automne, est un signe des temps. ■

Albert Beaudry

DOSSIER

vers un québec multiethnique

QUESTION ETHNIQUE ET QUESTION NATIONALE

par Micheline Labelle

département de sociologie, Université du Québec à Montréal

De plus ou moins vieille souche, néo-je ne sais quoi, «ethniques», immigrants — ou ... «étrangers» —, comment les nommer? comment les situer par rapport au projet d'un Québec lui-même incertain? Nous avons demandé à une sociologue, Micheline Labelle, de fournir quelques balises théoriques qui nous aident à cerner les sérieux défis que nous pose l'immigration.

Certains questions de fond se posent à toute société où l'immigration internationale constitue un fait social majeur. Comment vont s'insérer les groupes d'immigration et les minorités ethniques qu'ils finissent par constituer sur son territoire? Quels types de rapports inter-culturels prévaudront entre les vieux citoyens et les nouveaux arrivés? Quel projet commun de société est-il possible de promouvoir, en tenant compte de la diversification sociale

et ethnique de la population? Ces questions se posent au Québec mais elles y deviennent l'objet d'enjeux sociopolitiques et socioculturels particuliers: la question nationale se profile constamment en toile de fond.

Ces faits de société et ces enjeux, la sociologie (comme les autres sciences humaines) ne peut manquer de les réfléchir dans sa production théorique: comme champ de recherche, elle-même est la scène de polémiques et de rapports de force liés à la dominance de tel ou tel courant de pensée¹.

C'est ainsi qu'à elle seule la définition des termes fait problème car elle est chargée d'histoire et de débats:

pourquoi ne parle-t-on plus d'ethnies? Pourquoi s'oblige-t-on à différencier les termes «groupe ethnique», «nation», «minorité ethnique» ou «minorité nationale»? Par ailleurs, l'insertion différentielle des immigrants sur le marché du travail recevra diverses interprétations en fonction de la grille d'analyse de l'observateur sur la signification du passage dans les sociétés capitalistes avancées, de la mobilité sociale, de la différenciation sociale. Quant à la persistance de la différence culturelle, elle sera interprétée en fonction d'a priori relatifs à la légitimité des particularismes qu'une société «industrielle et moderne» peut se permettre. Là-dessus, les sociologues libéraux

1. Voir Simon, P.J.: «Le sociologue et les minorités: connaissance et idéologie», in *Sociologie et sociétés*, 198, vol. 15, no 2.

et certains marxistes classiques ont eu beaucoup à dire.

Les modèles américains

Avant d'aborder la question ethnique dans la sociologie québécoise, j'aimerais rappeler les thèses qui ont dominé la sociologie américaine depuis des décennies et qui ont nécessairement exercé une large influence au Canada et au Québec.

C'est, en effet, dans les universités américaines qu'est née et que s'est développée la sociologie des rela-

Le "melting pot": de la fusion biologique et culturelle entre le noyau dur, blanc et anglo-saxon, et les immigrants plus récents devait naître un nouveau «caractère national» américain.

tions interethniques et interculturelles. Cela se comprend: aux États-Unis, les besoins en main-d'œuvre qui ont caractérisé les différentes étapes de l'histoire économique ont entraîné tour à tour des migrations de colonisation et l'immigration forcée (l'esclavage), à partir du 16^e siècle, et les migrations de travail libres aux 19^e et 20^e siècles.

Trois thèses ont polarisé les débats des sociologues américains de l'immigration; élaborées dans leurs versions premières au début du siècle, elles seront reprises, modifiées et refondues dans les années 1960.

La thèse de l'anglo-conformité a été prônée par les pères fondateurs et les premiers présidents de l'American Sociological Association (Sumner, Ward, Giddings, Ross)². Théorie raciste et social-darwiniste, elle exigeait que les nouveaux immigrants renoncent complètement à leur culture d'origine et qu'ils adoptent les comportements et les valeurs — jugés «supérieurs» — du groupe anglo-saxon (WASP). C'est cette thèse qui, à l'époque, a cautionné les poli-

tiques d'américanisation forcée appliquées dans les écoles américaines.

La théorie du creuset (*melting pot*), élaborée dans les années 1910-1920, constitue une alternative au modèle de l'anglo-conformité. Associée au nom de Robert Ezra Parks et à l'école plus libérale de Chicago, cette thèse présentait le creuset comme la dernière étape d'un cycle de relations raciales et ethniques marquées successivement par le conflit, la compétition, l'accommodation et enfin l'assimilation. Le creuset suggère l'image d'une fusion biologique et culturelle à très long terme entre le «noyau dur» blanc et anglo-saxon et les immigrants «nouveaux»: du mélange de leurs caractères respectifs naîtrait un nouveau «caractère national» américain. L'intégration n'est plus imposée sous la contrainte, elle devient objet de consensus. L'assimilation — même idéalisée, il s'agissait bien toujours d'assimilation — finirait avec le temps par être acceptée, voire même recherchée par les immigrants.

Le troisième courant de pensée, minoritaire, prônait le pluralisme culturel. Quelques intellectuels de New York défendaient en effet, dans les années 1920, la validité de la diversité culturelle et plaidaient en faveur de la préservation et du maintien de la vie communautaire et culturelle propre aux immigrants³.

Dans tous les secteurs des sciences humaines, les années 1960 auront été une période de grande effervescence et de questionnements suscités par l'émergence de nouvelles forces sociales. Devant la montée des antagonismes ethniques et raciaux (le mouvement noir aux États-Unis et ses revendications en matière d'emploi, de logement, de déségrégation scolaire, de pauvreté; le mouvement amérindien, l'affirmation des «White Ethnics») et face à la dynamique engendrée par la nouvelle immigration (caraïbéenne, mexicaine, asiatique), la sociologie des relations raciales et ethniques a dû prendre un net recul face aux anciens postulats assimilationnistes. On s'est mis à réfléchir en termes d'intégration ou d'adaptation; on a raffiné les variables et les étapes, mais le plus souvent sans questionner les structures de la «société d'accueil». De nouveaux points de vue se sont fait jour sur le rôle de l'ethnicité et son «renouveau» dans la société américaine: ils reflètent les variantes modernes des discours néo-conservateur,

libéral et progressiste⁴.

À bien y regarder, cependant, on constate que la plupart des analyses sociologiques sur l'immigration et les communautés ethniques évitent de poursuivre certaines pistes d'étude, sans doute plus insécurisantes pour la société américaine. Par exemple: le rôle de l'immigration internationale dans l'économie américaine et sa complémentarité avec l'impérialisme américain dans le monde; la diversité des conditions sociales et culturelles dans le pays d'origine des immigrants et la conséquente hiérarchie des circuits migratoires; la «société globale» dans laquelle se pose la «question ethnique», société marquée par la segmentation ethnique du marché du travail; la discrimination dans les politiques d'immigration — pratiquée officiellement jusque dans les années 1965 — et le racisme institutionnel et quotidien.

Et chez nous?

Au Québec et au Canada, l'analyse des minorités et de l'immigration s'est faite à partir des mêmes prémisses générales qui faisaient loi aux États-Unis. Une idéologie très forte — l'égalité des chances et la mobilité sociale récompensent la conformité aux comportements et aux valeurs du noyau d'accueil — a longtemps dominé la recherche... et la pratique sociales. Le système n'est pas remis en question; il est souhaitable que l'immigrant s'y intègre; il lui est possible de le faire à condition qu'il renonce à sa singularité culturelle, jugée anti-rationaliste, anti-universaliste, anti-moderne, anti-efficace. C'est exactement le courant de pensée qu'on retrouve chez John Porter, dans ses écrits sur le mal-fondé du multiculturalisme canadien; il s'inspire des

2. Voir Gordon M.: *Assimilation in American Life*, New York, Oxford University Press, 1964; Del Balso, M.: «L'assimilation et les études ethniques en Amérique du Nord», in *Cahiers de recherche sociologique*, UQAM, 1984, vol. 2, no 2.
3. Voir Wacker, R.F.: «Assimilation and Cultural Pluralism in American Social Thought», in *Phylon*, 1979, vol. 15, no 4.
4. Steinberg, S.: *The Ethnic Myth*, New



Anne Cherix

penseurs libéraux américains⁵.

Parallèlement, le courant de gauche au Québec, en développant sa réflexion sur la question nationale, occultait la question des minorités ethniques par des blocages et des censures d'ordres divers: la tradition et l'affiliation au marxisme classique sur le plan théorique, d'une part, la situation politique et émotionnelle pro-

pre au Québec, de l'autre⁶. L'oppression nationale a pour effet, justement, de nous mettre mal à l'aise pour articuler ces questions...

Or si l'on veut traiter de la différence ethnique et culturelle au Québec, en théorie sociologique ou dans nos pratiques communautaires et politiques, certaines balises paraissent nécessaires. Il faut se convaincre d'abord du caractère non homogène des minorités ethniques. À cause de la spécificité des besoins en main-d'oeuvre au Québec (comme au Canada et aux États-Unis, d'ailleurs), nous avons affaire à une immigration bipolaire, qu'on peut ainsi schématiser: une force de travail très qualifiée à un pôle et du *cheap labor* à l'autre pôle. Pourtant aucune minorité n'est parfaitement réductible à un «type» ou à l'autre, encore moins à une «classe ethnique», comme certains sont encore tentés de le penser. Cette différenciation interne implique des intérêts économiques divergents, une structure de classe où certains tirent avantage du maintien des ghettos d'emploi, des politiques anti-syndicales, de la persistance de l'allophonie... Pour les tenants d'un projet

de société progressiste, certaines questions se posent: quelle position prendre face à telle politique de recrutement de main-d'oeuvre (faut-il accueillir à bras ouverts, par exemple, les investisseurs de Hong Kong?); quelles structures réelles d'intégration défendre dans les syndicats locaux et dans les centrales? quels groupes d'intérêts supporter activement?

Sur le plan politique, nous sommes en présence de contradictions multiples au sein des minorités: face à la vie politique du pays d'origine, face au projet du Québec. Encore là, se posent la question des alliances et le défi de dégager des objectifs communs sur la question sociale, sur le projet national et sur la solidarité internationale: l'accueil et l'insertion des réfugiés, entre autres, nous font mesurer le chemin à faire.

Quant à la question culturelle, au delà du principe affirmé du droit à la différence et du respect de l'altérité, comment favoriser le mode de «l'interculturel» sans verser dans un pluralisme relativiste et superficiel? L'urgence de promouvoir une éducation populaire contre toutes les manifestations du racisme et de l'ethnisme doit se conjuguer avec une promotion de la différence. Mais là encore, qui doit se faire le définisseur de cette différence? En d'autres mots, qui définira la culture des communautés immigrantes? Les élites locales, attachées le plus souvent à une image nostalgique du vieux pays, à une figure sclérosée de sa culture? Ou ceux qui, à l'exemple d'un Marco Micone, s'efforcent de discerner une culture immigrée: culture d'histoire de l'immigration (pourquoi a-t-on choisi d'émigrer? dans quel contexte? dans quelles conditions?), culture d'un processus de transplantation, culture liée à la prise de conscience du rôle économique assumé par les arrivants de la société d'immigration, culture des contradictions vécues et peu à peu reconnues.

La sociologie de l'immigration ne saurait résoudre, à elle seule, la question ethnique au Québec. Divisée dans ses méthodes d'analyse et dans ses a priori, elle éclaire néanmoins les structures sociales des communautés immigrantes, elle attire l'attention sur les intérêts économiques, politiques et culturels qui s'y affrontent et elle fait ressortir les rapports contradictoires qui se nouent avec la société d'accueil. Prétendre s'en passer, c'est se condamner à retomber dans le préjugé. ■

York, Atheneum, 1981 et Cazemajou, J. et J.P. Martin: *La crise du melting-pot*, Paris, Aubier, 1983.

5. Pour les travaux effectués au Québec, voir Piché, V.: «La sociologie des migrations au Québec», in *Canadian Studies in Population*, 1978, vol. 5, p. 37-53.

6. Elbaz, M.: «La question technique dans la sociologie québécoise: critiques et questions», in *Anthropologie et sociétés*, 1983, vol. 7, no 2, p. 77-84.

LES IMMIGRANTS ET L'ÉCOLE



Anne Chérix

au début de l'année 1985 paraissait un rapport sur *L'école québécoise et les communautés culturelles*, préparé par un comité mandaté par le ministère de l'Éducation. Le rapport Chancy, du nom de celui qui a présidé le comité, dégage entre autres priorités l'énoncé d'une politique d'éducation interculturelle, la lutte contre le racisme, la formation du personnel enseignant... RELATIONS a rencontré Monsieur Manuel Crespo, sociologue, professeur titulaire en administration de l'éducation à l'université de Montréal, qui a collaboré à la rédaction de ce rapport.

Le rapport Chancy

REL. *Monsieur Crespo, pouvez-vous nous présenter le contexte qui a commandé le travail du comité auquel vous avez participé, et nous dire ce qui, d'après vous, devrait découler du rapport Chancy?*

M.C. Le fait de la multiethnicité s'impose de plus en plus au Québec. C'est avant tout un problème montréalais, car c'est aujourd'hui le problème de toutes les grandes con-

centrations urbaines. Il se pose à Toronto, dans toutes les grandes villes américaines; on le retrouve aussi, avec beaucoup d'acuité, en Europe. Nous avons étudié les expériences initiées en France, en Angleterre et en Allemagne, ces deux derniers pays constituant deux pôles opposés en ce qui concerne l'éducation en milieu multiethnique: l'Angleterre montre une grande souplesse dans l'application du multiculturalisme et l'Allemagne tend vers un monolithisme culturel absolu. Ici au pays, j'ai suivi d'assez près l'expérience des classes d'accueil de la CECM et l'insertion des jeunes immigrants dans leur nouveau milieu scolaire.

Quant au rapport, je crois que c'est un excellent travail, et pour deux raisons. Tout d'abord, pour la première fois au Québec, on colligeait toute une série de données statistiques, en recueillant les chiffres directement dans les commissions scolaires. La deuxième raison, c'est que le rapport Chancy reconstitue la problématique globale de l'école et que, sur cette question précise de l'interculturel, il n'interpelle pas seulement le ministère de l'Éducation mais l'ensemble des intervenants dans l'école: les professeurs, les directeurs, les parents... Il est dommage que ce rapport ait eu si peu de diffusion.

À Montréal, le problème ethnique

se complique à cause du conflit linguistique que le législateur pensait avoir réglé avec la loi 101. On peut se demander, à l'heure qu'il est, si les anglophones ne sont pas en train, par la bande, de reprendre l'initiative dans l'éducation multiethnique alors que ce mouvement avait été stoppé par la loi 101. Les commissions scolaires protestantes ouvrent des classes et des écoles françaises, qui drainent un certain nombre d'immigrants. C'est là un phénomène nouveau, à surveiller.

Jeux de pouvoir

REL. *La loi 101 n'aurait donc pas tout réglé. Faut-il penser que les immigrants continuent à renforcer la communauté anglophone en contournant la loi?*

M.C. Une législation ne fait pas disparaître par enchantement des contraintes structurelles, macro-sociologiques, macroéconomiques. L'anglais est une langue de prestige, la langue internationale de l'Occident. L'attrait qu'il représente pour les immigrants est d'abord écono-

mique: il est la *lingua franca* qui leur permet de communiquer, sur ce continent, avec une population d'au delà de 275 millions de personnes. C'est un fait, par ailleurs, qu'il y a certaines ethnies qui ont plus d'affinités pour les francophones que pour les anglophones, notamment les immigrants d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale.

REL. *Un discours plus radical perce dans certains milieux d'immigrants montréalais: «Dans 6 ou 7 ans, on pourrait 'prendre la mairie', parce qu'actuellement on compte déjà 40 ou 42% d'allophones. Une fois la majorité atteinte, on pourrait avoir un maire qui ne soit ni français ni anglais. On aura réglé nous-mêmes la question linguistique... et dans le sens de l'anglais». Qu'en pensez-vous?*

M.C. Ce n'est pas si simple. Regardez l'expérience des villes américaines où soit des Noirs soit des représentants d'autres ethnies sont arrivés au pouvoir. Dans ces cas-là, pour permettre cette percée ethnique, il a fallu négocier toutes sortes d'alliances qui imposent des contraintes très précises. Un représentant ethnique arrive au pouvoir municipal parce que les autres ethnies, celles qui dominent la ville économiquement et politiquement, lui en donnent l'accès: ça fait leur affaire au plan politique. Il pourra promouvoir les droits des minorités, mais dans un cadre plutôt conservateur, et sans favoriser une ethnie en particulier aux dépens des autres. Quel changement y a-t-il eu vraiment à Chicago? J'arrive de Miami, où les Cubains ont relevé complètement l'économie floridienne qui était stagnante. Mais je peux vous assurer que si demain un Cubain «prend la mairie», cela va se faire avec le consentement de la communauté anglophone. De toutes les façons, nous sommes très loin du compte à Montréal: cette éventualité n'est pas pour demain.

La culture québécoise?

REL. *Le racisme se vit toujours à deux. Se pourrait-il que des éducateurs deviennent racistes face*

à des immigrants qui désirent uniquement s'intégrer à la culture «américaine» et qui méprisent la culture québécoise?

M.C. C'est quoi la culture québécoise? Est-ce la tourtière, la ceinture fléchée, les danses carrées? Si vous parlez de langue, c'est clair. Mais si vous me parlez de coutumes ou de façons d'agir, je ne suis pas sûr de vous suivre. Regardez les jeunes surtout. Essayez de distinguer un jeune Québécois francophone de 18-20 ans, et un jeune Américain de 18-20 ans, ou un jeune Anglais, un jeune Français, ou même un jeune Cubain du même âge. Vous seriez surpris de constater que la musique étrangère qui s'écoute à Cuba est américaine et anglaise à 99,9%, que la mode d'habillement préférée est américaine, que les films qui entrent par vidéo-cassettes sont principalement américains. On peut donc se demander si la génération des jeunes de 15, 20, 23 ans, hormis la langue, n'est pas de plus en plus homogène partout. L'atomisation — l'individualisme, l'éclatement des liens parentaux, l'isolement qui déroutent tellement les immigrants du tiers monde quand ils arrivent ici — n'est pas en soi non plus un trait culturel propre au Québec: c'est une caractéristique des civilisations industrielles du Nord. Le jeune Québécois lui-même aurait de la difficulté à saisir ce qui le fait différent.

REL. *Oui, mais il y a quand même un patrimoine, une histoire propre, un art populaire, une littérature... qui qualifient un peuple. Et de la transmission de ce patrimoine, l'école est responsable. Le professeur d'histoire du Québec devra-t-il prendre sa retraite quand sa classe sera en majorité composée d'immigrants?*

M.C. Eh bien non! Nous sommes là au coeur du dilemme que j'évoquais au départ avec les deux exemples extrêmes de l'Angleterre et de l'Allemagne. En Allemagne les travailleurs turcs sont souvent plus nombreux que la population du pays même, et dans les Midlands, au centre de l'Angleterre, le pourcentage des enfants pakistanais dans certaines écoles atteint même 75%. Il y a un plus ou un moins dans ce qu'on peut imposer aux immigrants et beaucoup de différences dans la manière dont ce sera fait. Mais une chose est d'accepter la diversité, autre chose de prôner la non-spécificité. Il n'y a aucun pays au monde qui ac-

ceptera de se faire dicter par des immigrants d'oublier son histoire propre. Après tout, les immigrants arrivent dans un pays qui n'est pas le leur, et il y a un minimum de contraintes qu'ils sont prêts à accepter.

Le malaise au Québec vient d'ailleurs: d'un manque d'identité propre au pays qui accueille. On peut dire la même chose du Canada: je ne perçois pas une identité culturelle très forte du Canada. Je me souviens de mon étonnement devant les discussions qui ont eu lieu dans les années 60 autour du drapeau. Je trouvais difficile à comprendre qu'on n'ait pas un drapeau, et qu'on n'en voie pas trop l'utilité. Alors que dans tous les pays, c'est le signe du ralliement, de l'identité. Je pense qu'on peut parler de multiculturalisme quand on a une identité bien ferme, et c'est le cas de l'Angleterre où justement on a voté une loi sur le multiculturalisme dans les années 70. À mon avis, le multiculturalisme fonctionne bien en Angleterre parce que l'identité anglaise est très forte.

Certains immigrants peuvent réclamer un peu fort qu'on intègre dans l'enseignement des éléments de leur culture d'origine. Mais je ne pense pas qu'un administrateur responsable, pour s'accommoder de la multiethnicité, doive dépouiller le cursus scolaire des éléments du patrimoine qui constituent l'identité québécoise.

REL. *Comment mesurez-vous le pouls du racisme dans les écoles? Vous connaissez le rapport Noël sur les conflits entre étudiants blancs et étudiants de couleur?*

M.C. Oui, c'est une étude faite sur une école. C'est là une situation spéciale sur laquelle il ne faut pas fermer les yeux. Le racisme est certainement plus marqué vis-à-vis des Haïtiens, où la deuxième vague d'immigration est souvent d'un niveau social qui accentue les écarts, sur différents registres, avec la population d'accueil (les parents sont plus souvent analphabètes, par exemple). Ce racisme ne se fonde pas seulement sur la pigmentation de la peau mais aussi et surtout sur une série de différences socioéconomiques et culturelles. Il faut s'en occuper, sans nier le phénomène, mais sans dramatiser ni exagérer non plus les conflits.

Si on regarde l'ensemble de la situation des immigrants dans les polyvalentes, je serais plutôt optimiste. Toujours en mettant à part le cas-li-

mite des minorités «visibles» — l'expression est délicate à manier, mais elle réfère à une situation bien précise —, j'ai l'impression que le niveau de conflictivité n'est pas très élevé dans les rapports entre étudiants immigrants et étudiants québécois.

La formation des enseignants

REL. *À en juger par les recommandations du rapport Chancy, la question de la formation des enseignants paraît capitale.*

M.C. Certainement. Regardez le curriculum des universités: le multiculturalisme et l'accueil des jeunes immigrants y ont très peu de place. On dira que l'immigration massive est un phénomène des années 70, il n'en demeure pas moins que la majorité des enseignants aujourd'hui en poste n'ont eu aucune formation dans ce domaine. Cela ne veut pas dire qu'il ne se fasse rien au niveau des écoles: les commissions scolaires ont pris conscience du problème et on a organisé des sessions de formation pour les enseignants.

D'un autre côté, j'aimerais bien qu'on se place dans la peau de l'enseignant moyen. On n'a jamais cessé, depuis la grande réforme des années 60, de lui imposer de nouvelles exigences. Il a dû retourner à l'université pour se recycler: les structures salariales favorisaient l'accumulation des diplômes, les écoles secondaires se sont remplies de spécialistes. Pour rester dans la course, il a dû se qualifier lui aussi. On a fait presque sans arrêt des changements de programmes qui ont demandé chaque fois une réadaptation. Et voici maintenant la question des immigrants. J'ai toujours eu beaucoup de sympathie pour les enseignants. Bien sûr que le corporatisme existe, mais il faut voir comment les pressions du système, les structures mêmes de l'école commandent certaines attitudes négatives.

Pour créer une pédagogie qui intègre l'interculturel, il faudrait peut-être libérer du personnel et, très certainement, favoriser l'embauche de maîtres venant des groupes ethniques nouveaux. Je sais que c'est là un

souhait théorique, car cette discrimination positive dans l'embauche pré-suppose d'une part une politique claire du ministère et, d'autre part, au niveau du Conseil du Trésor, des moyens qui semblent manquer actuellement. Mais enfin, il y a beaucoup de maîtres compétents dans les différentes ethnies qui font autre chose qu'enseigner. Il existe parallèlement un besoin important d'instruments non biaisés culturellement. Or qui peut mieux construire ces instruments-là que des gens qui ont déjà eu une expérience pédagogique dans d'autres pays? Le gouvernement actuel n'a probablement ni les assises économiques ni la sécurité politique pour donner des suites à ce rapport. À cet égard, il faut mentionner que nous avons, après discussions, épuré le texte final du rapport de toute référence au mot «national». Les anglophones aussi sont des Québécois et bon nombre d'entre eux n'acceptent pas la conception du Québec comme une nation... Nous avons voulu éviter une interprétation partisane du rapport.

REL. *Est-ce que ce recul stratégique et cette épuration de toute référence «nationaliste» ne présupposent pas chez vous une confusion malheureuse du nationalisme québécois avec le projet «péquist»?*

M.C. Enfin, il y a eu là-dessus un débat, et c'est la position que finalement nous avons prise. De toutes les façons, c'est le gouvernement qui doit, avec ses partenaires, se donner une politique dans ce domaine. Le drame, c'est qu'une politique, ce n'est pas seulement un discours: il faut avoir les moyens de ce discours. C'est pour cela, d'après moi, que jusqu'à maintenant il n'y a à peu près rien de décidé. Il faut bien réaliser qu'il faudra modifier les conventions collectives et que les enseignants voudront protéger les avantages acquis. C'est donc le gouvernement qui devra choisir d'imposer une politique claire et définitive.

Concentration ou immersion?

REL. *Est-ce qu'on a intérêt à disperser les étudiants étrangers*

dans plusieurs écoles pour ne pas dépasser un certain seuil de conflictivité dans divers quartiers?

M.C. C'est toute la question du «bus-ing», qui a été tellement discutée aux États-Unis et en Angleterre. La politique actuelle de la CECM est de privilégier l'éducation dans le quartier d'origine. Cela amène souvent une concentration ethnique qui peut rendre plus difficile l'apprentissage de la langue. Mais je persiste à croire que ce ne serait pas une bonne politique de chercher à assurer un «équilibre ethnique» dans les écoles. D'une part, c'est coûteux d'organiser le transport. D'autre part, il y a une sorte de racisme dans toute cette opération... Par ailleurs, lorsque la concentration ethnique (surtout d'une ethnie) est très forte dans une école, il ne faut pas se cacher que cette situation pose des problèmes d'apprentissage de la langue... et d'une façon de vivre à la québécoise.

Il y a aussi au Québec le problème des classes d'accueil. Ce système avait l'avantage de donner une bonne initiation en études québécoises et de préparer l'immigrant à affronter le milieu du travail. Il fallait évidemment faire le transport et regrouper les immigrants. Mais finalement, on s'est opposé à cet étiquetage des «étrangers» pour privilégier encore une fois la vie de quartier, l'intégration dans l'école commune. En soi, ce n'est pas une mauvaise chose, c'est même l'idéal. Mais je me pose quand même la question de la formation que cela requiert au niveau de l'école. Est-ce que les maîtres sont prêts? Existe-t-il assez de spécialistes pour l'apprentissage du français comme langue seconde? En saine administration, on concentre les ressources pour avoir une économie d'échelle et améliorer les services. Avec la dispersion des nouveaux immigrants dans les écoles de quartier, on peut se demander si l'on peut diversifier les ressources humaines et techniques au niveau de 300 écoles ou plus? Il faudrait juger de l'efficacité de cette nouvelle orientation sur la base d'une étude comparative des résultats.

REL. *Malgré tout cela, vous semblez très optimiste.*

M.C. Oui. D'une part parce que, je l'ai dit plus haut, les situations sont loin d'être désespérées, sans issue. D'autre part, nous avons au Québec un atout important qu'on ne retrouve

pas en Ontario: la centralisation. À Toronto, il y a au delà de 200 conventions collectives différentes dans le secteur de l'enseignement. De même, aux États-Unis, où le financement relève du district scolaire. Au Québec, on peut se donner une politique globale qui vaudra autant pour la Gaspésie que pour Montréal. Il est certain que la multiethnicité n'est pas un problème en milieu rural et à l'extérieur

de la région métropolitaine. Mais il faut tenir compte des médias et de la mobilité de la population qui font de l'interculturel une dimension nécessaire de tout le système d'éducation, où que ce soit. Actuellement, les ressources financières sont limitées par le contexte économique, mais elles sont équitablement disponibles pour l'ensemble de la collectivité. En Ontario, les écarts de salaires moyens

dans l'enseignement peuvent atteindre jusqu'à 8 000 \$, selon les districts scolaires! Une telle disparité n'existe pas au Québec. Cette homogénéisation est unique en Amérique du nord. Elle peut permettre ce que nous demandons: une politique globale et un plan de développement pour l'éducation interculturelle. ■

EN APPOINT

Pour ceux qui aimeraient prolonger leur recherche, nous avons demandé à M. Jean-Claude Icart, sociologue, de préparer cette brève bibliographie sur la situation des rapports interethniques au Québec.

- CALDWELL, Gary: *Les études ethniques au Québec*. Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, Coll. «Instruments de travail», #8, 1983.
L'auteur fait le bilan des recherches «ethniques» au Québec jusqu'en 1981 et dégage de nouvelles perspectives.
- JUTEAU-LEE, Danièle, éd.: «Enjeux ethniques». Numéro thématique de la revue *Sociologie et Sociétés*, Vol. XV, #2, octobre 1983
Les articles tentent de mettre en lumière certains des facteurs influant sur l'état actuel des relations ethniques à l'intérieur de la société québécoise. Ils s'efforcent de saisir la mouvance et la dynamique des rapports sociaux entre les communautés dites ethniques.
- LABELLE, Micheline, éd.: «Problèmes d'immigration» Numéro thématique de la revue *Cahiers de recherche sociologique*, éditée par le département de sociologie de l'UQAM, vol. 2, #2, septembre 1984.
Les articles de M. Labelle, Michel Dell Baso, Anne Laperrière et Serge Larose, sont centrés surtout sur la «nouvelle immigration» qui, au Québec comme dans l'ensemble de l'Amérique du Nord, compose les flux migratoires des années 1970-1980: provenance marquée à partir de formations sociales périphériques, importance des réfugiés et des illégaux, surféminité dans certains groupes.
- RAMIREZ, Bruno: *Les premiers Italiens de Montréal*. Montréal, Éd. Boréal-Express, 1984.
En sous-titre: L'origine de la Petite Italie du Québec. L'auteur fait l'historique de la formation de la première communauté italienne au Canada, avec de nombreux témoignages et des photos inédites.
- ROBIN, Régine: *La Québécoise*. Montréal, Éd. Québec/Amérique, 1983.
Roman à l'écriture très moderne, éclatée, récit-collage, réflexion sur le choc des cultures et la

découverte de Montréal.

- *L'École québécoise et les communautés culturelles*. Rapport du Comité présidé par Max Chancy. Gouvernement du Québec, ministère de l'Éducation, Direction des communications, janvier 1985.
Avec l'aide de données inédites, le comité fait d'abord une analyse très fouillée de la situation des enfants immigrants dans le milieu scolaire québécois puis, recommande des mesures concrètes qui, tout en assurant le maintien et le développement des communautés, favorisent leur intégration dans la société québécoise.
- *L'Égalité, ça presse!*
Rapport du Comité spécial sur les minorités visibles dans la société canadienne, comité présidé par le député Bob Daudlin. Gouvernement du Canada, Chambre des Communes, mars 1984.
Suite à une vaste tournée de consultation, le comité, composé de 7 membres du Parlement canadien, présente, fonde et explique 80 recommandations visant à éliminer le racisme institutionnel au Canada.
Voir aussi: la *Réponse du Gouvernement du Canada* à «L'Égalité ça presse», présentée par le ministre d'État au Multiculturalisme, M. David M. Collenette. Gouvernement du Canada, 1984.
- «ARRIMAGE»
Radio-Québec, le mardi à 20h00, rediffusion le samedi à 17h30. Magazine télévisé, destiné à favoriser les échanges et à promouvoir des relations enrichissantes entre Québécois de souche et néo-Québécois.
- CAFFÈ ITALIA, MONTRÉAL
Un film de Paul Tana, à l'affiche de l'Autre Cinéma, du 20 septembre au 20 octobre 1985.
C'est un portrait attachant et nuancé de la communauté italienne, mais aussi une tranche peu connue de l'histoire de Montréal. C'est un regard serein posé sur les immigrants de partout, ces êtres assis entre deux chaises. On peut même y voir un hommage à Christophe Colomb car, en découvrant l'Amérique, il a assuré à tous les Italiens désireux d'émigrer, un endroit où aller!

Jean-Claude Icart

dépêches

Quarante corporations, qui ont totalisé l'an dernier plus de 10 milliards \$, n'ont payé aucune taxe fédérale, et 36 d'entre elles se sont fait rembourser de l'argent par le gouvernement américain. Pour la période 81-84, sept corporations ont reçu chacune des retours d'impôt dépassant 100 millions \$: en tête de liste, Boeing, qui a reçu 285 millions \$, en dépit des profits de 2 milliards réalisés sur cette période. Une étude effectuée sur 275 compagnies révèle que le taux de taxation réel pour 1984 était de 15%, c'est-à-dire moins du tiers du taux prévu pour les corporations, qui est de 46%. (The Wall Street Journal)

Les églises chrétiennes sont actuellement très divisées en Jamaïque en raison des tensions politiques extrêmement fortes qui existent dans le pays. Le gouvernement actuel multiplie ses critiques à l'endroit des églises traditionnelles (anglicane, baptiste, moravienne et catholique) réunies dans le conseil des églises jamaïcaines (JCC). Le ministre de la sécurité sociale les accuse de faire de la politique parce qu'au lieu d'appuyer inconditionnellement le gouvernement, elles essaient de faire la médiation par rapport aux revendications sociales du mouvement syndical et populaire. À l'inverse, l'association des églises évangéliques (JEA) qui regroupe les pentecôtistes, les adventistes et les églises non traditionnelles, soutient massivement le gouvernement et la politique de M. Seaga. Les églises évangéliques accusent les vieilles églises d'être loin du peuple, de vouloir déstabiliser le gouvernement et de travailler contre l'unité nationale. (Inter Presse Service)

Le problème des sectes est de plus en plus inquiétant en Amérique latine. Dans la péninsule du Yucatan, au Mexique, par exemple, «l'Assemblée de Dieu», dirigée par un illuminé dénommé «El Gringo», a établi une commune appelée «l'Eden» où les membres de la secte se livrent à de véritables scènes d'hystérie collective. L'évêque du Yucatan, Mgr Ruiz, et un professeur d'université, M. Santana, ont dénoncé le danger d'aliénation psychologique grave que représentent ces méthodes de possessions, de cures miraculeuses, pour la population. Au Nicaragua aussi, on s'émeut des activités de quelque 90 sectes fondamentalistes, et dont l'orientation politique — anti-gouvernementale — est évidente. Mentionnons le cas très largement publicisé par la presse américaine de la secte de Moon qui a créé un fonds pour la «libération» du Nicaragua. (IPS)

Fin août, s'est tenu au Caire un congrès sur «la spiritualité de la libération en Afrique». Le théologien zaïrois Ngindu Mashete a affirmé que le mot «libération» réfère aux réalités sociales et politiques non seulement en Amérique latine mais également en Afrique et en Asie. La théologie de la libération, dit-il, est un phénomène spécifique au tiers monde, encore qu'on la retrouve dans la théologie noire telle qu'elle s'est développée aux États-Unis. Avec de simples différences d'accent, le mouvement de théologie africaine est, à son avis, remarquablement unifié, oecuménique, à cause du contexte historique culturel et politique commun à tout le continent. Il reconnaît cependant que vis-à-vis des religions non chrétiennes, l'oecuménisme de ce nouveau courant théologique laisse à désirer: le dialogue est à peine ébauché. (IPS)

Pourquoi, étant Indien, pratiques-tu une religion «étrangère»? Cette question fut à l'origine d'une longue réflexion qui a conduit le Fr. Joseph Prasard Pinto, un capucin de Bangladore, à publier *L'inculturation par les communautés de base*. Cette thèse de doctorat établit comment le catholicisme ne pourra briser l'isolement dans lequel il se trouve par rapport aux religions non chrétiennes que par les petites communautés de base. Ce sont elles aussi qui enracineront le christianisme dans les réalités socioculturelles du pays. Fr. Pinto explique comment les efforts d'acculturation réalisés jusqu'à maintenant ont donné peu de résultats parce que l'initiative venait d'en haut, des experts, et non pas d'en bas, du peuple. L'Église est le peuple de Dieu, dit-il, et le peuple doit dire son mot dans les affaires d'Église. (IPS)

Depuis août 1985, des signes de rapprochement entre la Chine et l'Église catholique ne cessent de s'additionner. La déclaration de l'évêque de Hong-Kong, Mgr Hu, sur la rétrocession de la colonie britannique à la Chine en 1997. Les visites de personnalités catholiques d'Asie en Chine, comme celle des évêques d'une commission de la Fédération des conférences épiscopales d'Asie, celle du Cardinal Sin de Manille, de Mère Térésa et de l'évêque de Hong-Kong. Visites aussi de catholiques chinois à l'étranger, comme celles de Mgr Jin de Shanghai à Manille et à Hong-Kong. Signature d'un protocole de collaboration scientifique de dix ans entre l'Observatoire pontifical de Castelgandolfo et l'Université de Hefei. Et, plus récemment, la libération conditionnelle de Mgr Kung Pin-mei, évêque de Shanghai, après 30 ans d'incarcération. (Amitié-Chine)

UN F-18 POUR LA PAIX

par Renaud Bernardin



Gamma/Ponopresse

Le débat fait rage actuellement autour de la « guerre des étoiles ». La grande campagne du mois d'octobre « Un F-18 pour la paix » contourne ce débat, renverse la question, pour mettre en priorité non pas la non-guerre mais la paix: une paix sans chômage, sans coupures sociales...

dans la culture politique populaire, au Québec comme dans tout le Canada, la question de la paix et de la guerre se pose en termes fort simples. D'un côté, «eux»; de l'autre, «nous». Entre «eux» et «nous», des relations binaires (on disait jadis manichéennes), marquées du sceau de la méfiance et de l'exclusive. Presque pas de ponts, si ce n'est le commerce, épuré bien sûr de tout produit stratégique — ou supposé tel —, ou quelques programmes d'échange, culturels et sportifs. «Eux» représenteraient pour notre système, dont on reconnaîtra les défauts, les faiblesses... et la supériorité sur tout autre, une menace constante.

Essayer de cerner, dans ce contexte, la question de la paix et de la guerre en fonction des paramètres Est-Ouest, c'est d'entrée de jeu s'engager dans un cul de sac. Tous, au Canada, savent qu'ils ne peuvent modifier ni l'attitude des Soviétiques, ni celle des Américains. Dans cette tragédie du surarmement et de la menace croissante qu'il fait peser sur notre planète, dans ce gaspillage effréné d'argent, de ressources et de cerveaux, vouloir changer les USA ou l'URSS en un sens ou dans l'autre, c'est se condamner à vivre une version moderne du mythe de Sisyphe.

1. À l'encontre de la Confédération des syndicats nationaux ou de la Centrale de l'enseignement du Québec, la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) n'a pas pris position en tant que centrale sur cette démarche, qui rencontre pourtant l'adhésion de nombre de ses membres à tous les paliers.

Une nouvelle stratégie

Existerait-il une autre problématique qui, sans occulter ni simplifier les données de la question Est-Ouest, chercherait à rompre avec la façon dont jusqu'à présent le sens commun aborde les problèmes du désarmement et de la paix? Est-il possible, également, de créer une nouvelle pratique qui, à la fois, permettrait de ne pas se tromper de cible et forcerait à influencer efficacement l'instance gouvernementale sur laquelle, ici, au Canada, nous avons une prise certaine? C'est ce que de plus en plus de personnes comprennent; et c'est une démarche que deux des grandes centrales syndicales du Québec — la CSN et la CEQ — endossent¹.

À certains égards, protester contre les différentes armes que les deux superpuissances mettent au point ou déploient, conduit, d'une manifestation à l'autre, à un essoufflement certain. Même les plus volontaristes n'hésitent pas à l'admettre. Les protestations contre les missiles Cruise ou la « guerre des étoiles » ont ceci de particulier qu'elles ne s'inscrivent pas, comme les mobilisations organisées par exemple contre l'intervention américaine au Vietnam ou contre la présence soviétique en Afghanistan, dans une conjoncture politique bien délimitée et clairement circonscrite. Elles s'attaquent à la structure même des rapports militaires entre l'Est et l'Ouest. Et ici, il faut en convenir et le reconnaître en toute lucidité, les parti-

sans de la paix non armée ne font le poids ni vis-à-vis du lobby militaire qui brandit le spectre de la sécurité ni face à ceux qui participent d'une manière ou d'une autre au complexe militaire-industriel.

Dès lors, on a beau jeu de traiter les partisans de la paix non armée de rêveurs, de doux anarchistes qui font le jeu de l'ennemi du système (en l'occurrence les Soviétiques). Et le sens commun, entraîné par ceux pour qui la sécurité ou l'assiette au beurre est au bout du fusil, n'admet pas encore que Soviétiques et Américains ont tous deux besoin de la paix. Il ne comprend pas encore que nombre de mythes fondent le discours militariste d'un côté comme de l'autre. Il arrive ainsi à oublier que l'arme nucléaire n'est ni capitaliste ni communiste mais tout simplement meurtrière, tant pour l'agresseur que pour l'agressé. Il en vient à accepter comme un mal nécessaire les dépenses d'armement et à croire en leur vertu déstabilisatrice de la société de l'autre. Plus encore, il accepte comme allant de soi que l'industrie d'armement, et à la limite une petite guerre, génèrent des emplois profitables à tous (sans épuiser les ressources) parce que sectoriellement certaines usines d'armement procurent du travail à quelques-uns.

Le projet «Un F-18 pour la paix» essaie de rompre avec cette façon trop simpliste de poser le problème. Il ne cherche pas à répéter les chiffres que, année après année, les Instituts de la paix mettent à jour. Il inverse la question et tente de montrer que l'on peut sauvegarder la paix en rencontrant les besoins de la population. Il ne part pas d'une invasion appréhendée du territoire canadien ou nord-américain par l'ennemi désigné, mais de la nécessité de combattre un ennemi réel d'en dedans: le chômage structurel ou conjonctuel dont souffre la population. L'on nous a dit que nous étions sortis de la crise. Or, les chômeurs attendent du travail. Et l'un des moyens de leur en fournir, c'est précisément de se lancer dans la production de biens civils, socialement plus utiles et économiquement plus rentables par dollar investi qu'une production militaire.

Le projet, d'une manière très prudente, transpose au Canada les conclusions d'une étude de la US *Labour Statistics* (1984). Il demande simplement au gouvernement fédéral de lui fournir les moyens de faire la preuve que ces conclusions s'appliquent également dans notre pays.

Le projet est d'envergure à cause du montant que l'on veut obtenir (62 millions, le prix d'un F-18); d'une part; parce qu'aussi il s'adresse à l'ensemble de la population

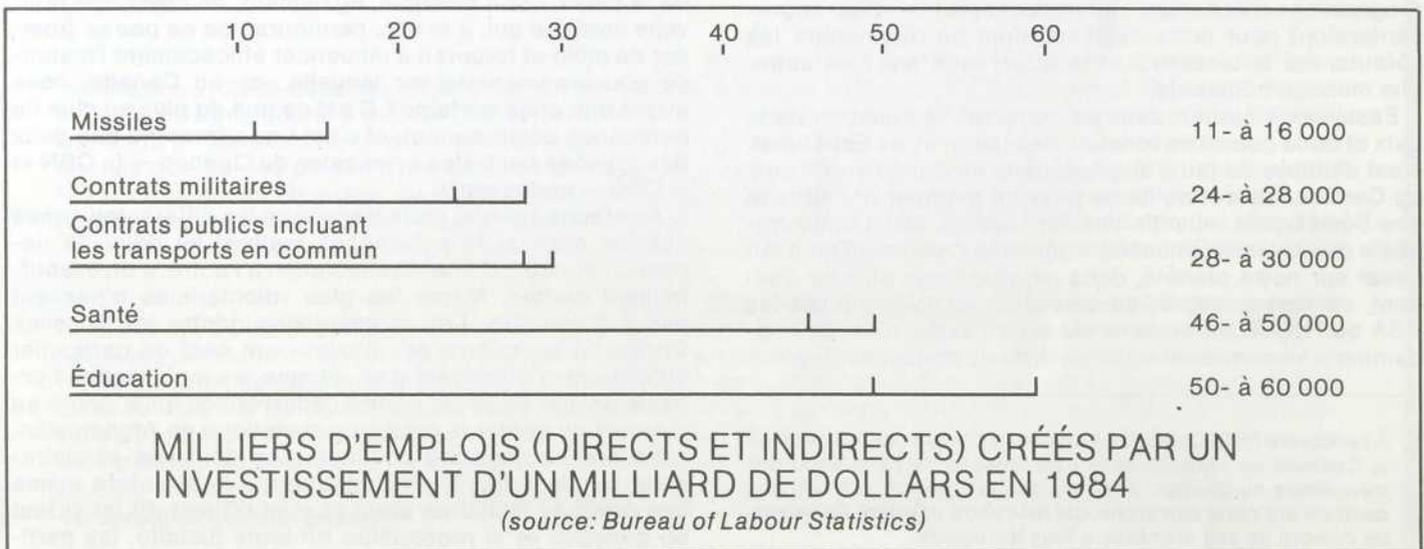
et ne se confine pas aux milieux pacifistes ou syndicalistes; parce qu'enfin une campagne insidieuse tente d'accréditer l'idée que de nos jours le plein emploi est atteint malgré un chômage de 8% de la population.

Le projet est de longue haleine car il vise à transformer la culture politique d'une partie de la population afin de l'amener à voir la question de la paix dans sa complexité et à choisir une alternative au gaspillage des ressources. D'un autre côté, il enseigne qu'il faut continuer ou apprendre à travailler avec des personnes qui, au nom de leurs valeurs propres, poursuivent les mêmes objectifs que nous.

Les chrétiens et la paix

Les chrétiens ne sont ni les premiers ni les seuls à vouloir la paix. Ceci ne doit pas nous gêner. Il faut faire la tâche du moment présent: comprendre les fondements doctrinaux de la paix² et agir. Pour nous les croyants, ce n'est pas la peur de l'holocauste nucléaire qui devrait d'abord nous inciter à l'action, mais l'intime conviction de participer à la rédemption du monde et à la construction du royaume. Sereinement, il faut dire à nos dirigeants qu'un Soviétique ou un Américain, un Européen de l'Est ou de l'Ouest, un Chinois ou un Vietnamien est un frère ou une soeur. Que nous ne sommes intéressés ni à la menace que l'on veut faire peser sur lui et sur nous, ni à la mentalité d'assiégé que la course aux armements et ses relais — guerre psychologique ou économique — créent ou renforcent. Que nous sommes intéressés à ce que le Canada donne l'exemple de la désescalade. Après tout, le pays dont un dirigeant inventa l'idée des «Opérations de maintien de la paix» (Lester B. Pearson), désespère-t-il à ce point de l'humanité qu'il ne tente rien pour débloquer l'avenir et procurer de manière assurée des emplois à ses citoyens? ■

2. Voir Albert Beaudry, «Pour sortir de l'impasse», *Relations*, octobre 1984.



LE LIBRE-ÉCHANGE OU LE RÊVE AMÉRICAIN

par Maryse Robert

Encensé par la chambre de commerce du Canada, dénoncé par le Congrès du travail, approuvé par les premiers ministres de neuf provinces mais rejeté par l'Ontario, le rapport de la commission Macdonald recommande au gouvernement fédéral de négocier avec les États-Unis des accords de libre-échange. Qu'est-ce que le libre-échange? Ce n'est pas seulement l'abolition des droits de douane.

Selon André Raynauld¹, professeur d'économie à l'Université de Montréal, le libre-échange, «est la solution idéale pour accroître le niveau de vie des Canadiens». C'est faux, répond l'économiste Mel Watkins², professeur à l'Université de Toronto; «en plus de perdre sur le plan économique, le Canada doit s'attendre à renoncer à élaborer lui-même sa politique sociale s'il accepte le libre-échange avec les États-Unis».

Or, comment évaluer les effets du libre-échange si les «experts» ne s'entendent pas entre eux? Voilà tout le dilemme. En fait, l'idée du libre-échange n'est pas nouvelle mais jamais auparavant elle n'avait recueilli la faveur et l'enthousiasme de nos politiciens. Par crainte du protectionnisme américain face à des exportations canadiennes avantagées par une faible devise, les partisans du libre-échange canado-américain, de plus en plus nombreux, nous assurent d'une forte croissance économique et d'une prospérité renouvelée. D'autre part, les adversaires du libre-échange soutiennent que celui-ci entraînera des fermetures d'usines et des pertes d'emploi, et qu'il compromettra la souveraineté politique et culturelle du Canada. Au delà des discours, de la rhétorique et de l'idéologie, qu'en est-il de ce «nouveau remède» si séduisant?

L'abolition des barrières

Avant de discuter des avantages et des inconvénients du libre-échange, il faut bien savoir de quoi on parle. Comment le définir? Fondamentalement, le libre-échange consiste à éliminer tous les obstacles à la libre circulation des marchandises entre pays. Dans notre cas, il s'agirait d'abolir les barrières affectant nos échanges commerciaux avec les Américains. Or il existe deux types de bar-

rières: les tarifaires et les non tarifaires. Le premier type est certes le plus connu et aussi le plus réglementé. Ce sont les taxes imposées sur les produits importés: on augmente les prix pour que ces produits ne soient pas plus avantageux que ceux du pays. Depuis les négociations du Tokyo Round (1973-1979) dans le cadre du GATT³, ces tarifs douaniers baissent à chaque année dans tous les pays qui ont signé cet accord. Avec la dernière diminution annuelle prévue, en 1987, plus de 80 pour cent des exportations canadiennes vers les États-Unis et 65 pour cent des exportations américaines vers le Canada se feront en franchise, c'est-à-dire sans taxe.

Pourquoi alors parler de libre-échange puisque les accords du GATT auront réduit la plupart des barrières tarifaires? C'est que paradoxalement, tout en négociant des réductions de tarifs, les pays du GATT ont voulu se protéger en imposant à leurs concurrents ce qu'on appelle maintenant les barrières non tarifaires. Celles-ci prennent différentes formes dont les plus connues sont les subventions aux producteurs locaux d'un bien importé ou les quotas d'importation qui limitent la quantité d'un produit traversant les frontières.

Le rêve américain

Si en parlant de «libre-échange canado-américain», on ne faisait référence qu'à l'abolition des barrières tarifaires, ce libre-échange aurait peu d'impact car les ententes du GATT consacrent déjà les réductions de tarifs. Mais si «notre» libre-échange entraînait aussi l'abolition des barrières non tarifaires, nous hériterions alors d'un marché commun entre Canada et États-Unis où les marchandises circuleraient librement, sans frontières. Déjà, Ottawa et Washington ont conclu des accords de ce genre pour l'automobile et les produits de défense nationale.

Les apôtres du libre-échange ne cessent de répéter que celui-ci augmentera le revenu réel de l'ensemble des Canadiens. Ils citent des études du très sérieux Conseil économique du Canada et le rapport de la Commission Mac-

1. *Le Devoir*, 23 juillet 1985, p. 11

2. *La Presse*, 25 juillet 1985, p. D1

3. GATT: General Agreement on Tariff and Trade.

donald sur l'économie. Mais ils sont encore loin de faire l'unanimité.

En fait, il est honnêtement très difficile d'évaluer les effets du libre-échange tant qu'on n'en connaît pas les modalités. Chose certaine, il provoquera une restructuration globale de l'économie nord-américaine. Les entreprises canadiennes auront accès à un marché de 250 millions de personnes, ce qui leur permettra d'être plus productives et de bénéficier des économies d'échelle auxquelles ont droit leurs concurrentes américaines. Les experts soulignent que cette productivité accrue entraînera une diminution des prix; elle augmentera donc notre niveau de vie.

Jusqu'ici, tout semble merveilleux. La restructuration de l'économie nord-américaine est sans doute fort avantageuse pour nos industries d'exportation (les ressources naturelles, les pâtes et papiers, l'aérospatiale...). Mais il y a fort à parier que tel ne sera pas le cas pour nos *canards boiteux* — les industries de la chaussure et du vêtement, par exemple —, qui bénéficient présentement de quotas d'importation et de tarifs douaniers élevés. À elle seule, l'industrie du textile et du vêtement emploie plus de 80 000 personnes au Québec et en Ontario. Une libéralisation significative du commerce entraînerait la perte de nombreux emplois (25 000, 30 000?) et la fermeture de plusieurs usines. Il s'agit là de coûts sociaux non négligeables, particulièrement pour les communautés qui dépendent presque exclusivement de ces usines.

Les économistes affirment qu'il ne faut pas avoir peur de la réévaluation douloureuse de nos relations économiques. Pierre Lamonde⁴, économiste à l'Institut national de la recherche scientifique, soutient que le contingentement des importations a endormi l'industrie du textile. «En raison du fait que les manufacturiers se sont protégés par les contingentements, ils se disent: Nous pouvons réaliser des profits, pourquoi dépenser de l'argent à moderniser nos installations?»

Comme on peut le constater, l'avenir des industries de secteurs mous (chaussure, vêtement...) pose un problème important. Le libre-échange les obligerait, pour être plus efficaces et plus concurrentielles, à une rationalisation et à une meilleure allocation de leurs ressources; malgré ces mesures, il n'est pas assuré qu'elles sortiraient gagnantes. N'oublions pas que l'industrie américaine du textile et du vêtement est dix à quinze fois plus importante que la nôtre et qu'elle ne fonctionne qu'à 70 pour cent de sa capacité.

D'autre part, 50 pour cent de l'industrie manufacturière canadienne appartient à des Américains attirés ici par des subventions, comme le souligne le politicologue Duncan Cameron. Quels avantages auront ces Américains à maintenir une production au Canada lorsqu'ils n'auront plus droit aux subventions? Ajoutons que l'orientation des politiques économiques canadiennes, déjà largement influencées par Washington, pourrait être encore davantage tri-

butaire de l'humeur de la Maison-Blanche.

Ainsi, bien qu'il faille repousser l'isolationnisme économique et rendre plus efficaces nos industries, rien ne permet de conclure que le libre-échange soit la meilleure manière de le faire. Évidemment, les effets négatifs seront moins importants pour les provinces canadiennes (dont le Québec) qui n'ont pas une structure industrielle très développée et qui ne produisent pas des biens manufacturés déjà produits aux États-Unis; on comprend, par contre, les réticences de l'Ontario face au libre-échange.

Le bon remède?

On a voulu faire du libre-échange un remède à nos problèmes économiques, alors que c'est autre chose qui est prioritaire. La faiblesse structurelle de l'industrie canadienne et l'ouverture de notre économie vers l'extérieur ne doivent pas devenir le prétexte qui nous pousse à nous engager dans une économie de libre-échange sans avoir pris le temps de définir une véritable politique industrielle, une politique cohérente et qui prenne en compte les contraintes qui pèsent actuellement sur notre économie.

Les économistes Christian Deblock et Pierre Paquette nous rappellent que «toute politique industrielle a deux volets: un volet sectoriel et un volet 'conditions de production'. Sur le plan sectoriel, la politique industrielle se doit d'être prioritaire et sélective»⁵. Il faut, en quelque sorte, se spécialiser dans certains domaines pour améliorer notre position sur le plan international. D'autre part, sur le plan productif, il faut se donner les moyens de créer ces secteurs de pointe. De cette façon, nous accroîtrons la cohérence de notre structure industrielle et celle-ci ne sera plus soumise aux sauvetages industriels improvisés qui caractérisent si bien l'économie canadienne; qu'on se rappelle Canadair, Candu, Dome Petroleum...

La définition d'une politique industrielle exige aussi une négociation réelle entre les gouvernements fédéral et provinciaux, et entre les principaux partenaires sociaux.

Ainsi, la politique commerciale du Canada ne doit plus être indépendante de notre politique industrielle, sinon notre stratégie industrielle improvisée et le libre-échange à l'américaine pourraient nous rendre encore plus vulnérables et dépendants face à nos voisins américains. En voulant trop chercher un remède miracle, on risque d'oublier ce qu'il fallait soigner. ■

4. *La Presse*, 15 juillet 1985, p. C1

5. *Le Devoir*, 30 mai 1985, p. 13

dans notre prochain numéro:

les sectes: ENTRE L'INTOLÉRANCE ET LA NAÏVETÉ
mères d'emprunt: VENDRE LA VIE?
synode extraordinaire: L'HEURE DE LA LIGNE DURE?

LE MARXISME ET LE TIERS MONDE

par Thierry Hentsch

professeur de science politique à l'UQAM

Partout les peuples opprimés veulent l'indépendance, désirent la révolution... Ce refrain maoïste, lui aussi, aujourd'hui, sonne un peu faux. Thierry Hentsch ne traite pas ici de l'impact politique du tiers monde sur la scène internationale. Il a choisi plutôt de questionner, par delà la rhétorique marxiste dominante, le modèle économique socialiste qui permettrait aux pays «sous-développés» de rompre avec la dépendance.

dans plusieurs pays du tiers monde, on tente de pratiquer divers socialismes qui s'inspirent plus ou moins directement du marxisme. Ouvert ou larvé, ce dernier y est toujours présent, sinon comme idéologie révolutionnaire du moins comme idéologie de résistance à l'impérialisme ou, tout simplement, en tant qu'idéologie du développement. La plupart des pays du tiers monde sont en effet tellement éloignés des conditions économiques et sociales du passage au socialisme tel que Marx le prévoyait que le marxisme s'y manifeste avant tout comme un discours ou un murmure porteurs d'un ordre socialiste en construction, pour ne pas dire à venir.

C'est donc à ce niveau idéologique que j'aimerais tenter d'évaluer ici la fonction du marxisme dans les sociétés du tiers monde. Non pas que l'idéologie n'ait aucune implication réelle sur l'organisation de l'État et de l'économie, mais parce que, en l'occurrence, le discours est toujours en avance sur la réalité (dans nos sociétés, au contraire, le discours libéral serait plutôt en retard...). Cette réalité exigerait d'ailleurs un examen précis de l'évolution et de la situation de chaque pays en particulier, chose que je ne peux pas faire ici.

Les réflexions qui suivent sont donc inévitablement limitées dans leur portée par leur caractère de grande généralité. J'espère néanmoins qu'elles permettront de sérier les problèmes. Elles s'appuient en partie sur un ouvrage collectif réalisé au Québec et récemment publié à Paris sous le titre *Les autres marxismes réels*¹, auquel je ferai plusieurs fois référence.

Une idéologie révolutionnaire

Conçu comme l'outil par excellence de l'émancipation

1. Chez Christian Bourgois, sous la direction de A. Corten, M. Sadría et M.-B. Tahon, 1985, 257 p.; quinze contributions dont plus de la moitié portent sur le marxisme dans le tiers monde.
2. «La formation du marxisme vietnamien», *Les autres marxismes réels*, op. cit., p. 74. Souligné dans le texte.
3. «Le quatrième «M»», *Les autres marxismes réels*, op. cit., p. 40.
4. M.-L. et M. Kaluma-Simon, «Tanzanie, le marxisme apprivoisé», *Ibid.*, p. 96-112.

du prolétariat européen *puis* mondial, le marxisme — le marxisme-léninisme plus spécifiquement — est assez rapidement devenu dans l'entre-deux-guerres la principale idéologie de référence des mouvements de libération qui ont commencé à combattre le plus radicalement la mainmise coloniale et néo-coloniale de l'Occident, particulièrement en Asie. Le recours au marxisme-léninisme s'imposait avec d'autant plus de force que l'élan révolutionnaire faiblissait en Occident et qu'il venait au contraire de l'emporter en Russie. Comme le souligne Trinh van Thao à propos du Vietnam, «ce déplacement de l'axe stratégique de l'Occident à l'Orient, à l'initiative de l'URSS, représentait une *chance historique* à saisir pour se libérer du joug colonial»². Le glissement n'a fait que s'accroître et s'étendre à l'ensemble du tiers monde au cours des décennies suivantes, au point que l'analyse marxiste paraissait convenir davantage à la réalité des rapports socioéconomiques mondiaux (ou rapports Nord/Sud) qu'à l'évolution des sociétés industrialisées elles-mêmes.

Aux yeux des révolutionnaires du tiers monde, le marxisme n'appartenait plus à l'Occident dont il était issu: la révolution socialiste que le prolétariat occidental n'avait pas réussie incombait désormais aux peuples du tiers monde, qui retrouvaient ainsi une place active et positive dans l'histoire universelle. La survivance du marxisme en tant que savoir critique en Occident, loin de constituer à leurs yeux une gêne idéologique, ne pouvait au contraire que les aider dans leur combat contre les centres impérialistes; lesquels se trouvaient ainsi soumis aux feux croisés de la contestation intérieure et de la résistance extérieure.

Mais cet élan révolutionnaire, en ce qu'il a de marxiste, semble aujourd'hui en perte de vitesse, tant dans le tiers monde lui-même que dans les appuis que ce dernier reçoit des progressistes occidentaux. Sans doute, comme le rappelle Serge Latouche, «l'analyse de l'impérialisme et du sous-développement ont échappé au raz de marée de la critique»³ — dans la mesure, en effet, où ce raz de marée n'a pas fini de monter! Il n'en reste pas moins qu'avec la victoire du Vietnam du Nord en Asie du Sud-Est et le démantèlement des derniers bastions coloniaux portugais en Afrique australe, la vague du marxisme *révolutionnaire* reflue (pour rester dans les images marines). En effet, la lutte militaire imposée par l'obstination de l'Occident avait beaucoup contribué à radicaliser les mouvements de libération en Indochine, en Algérie, en Afrique portugaise. La libération accomplie, le parti ou le front arrivé au pouvoir devait tôt ou tard canaliser les énergies nationales vers d'autres tâches, de reconstruction et de développement,

même là où une guerre larvée subsistait contre la réaction, comme en Angola. On passe donc d'une idéologie de combat à une idéologie de résistance et d'organisation économiques face à l'impérialisme.

Une idéologie de résistance économique

Le pouvoir politique conquis, la pesanteur économique de l'impérialisme demeure; ce qui, bien sûr, n'exclut pas des pressions d'autre nature, comme celles que les États-Unis exercent en ce moment sur le Nicaragua. Et là encore le marxisme apparaît comme l'idéologie d'importation la plus adéquate pour résister aux visées extérieures et mobiliser la population à cette fin, puisque son origine et son empreinte occidentales s'estompent derrière l'hostilité que lui voue l'établissement capitaliste. Le marxisme constitue ainsi le seul discours que les pays les plus combattifs du tiers monde peuvent emprunter à l'Occident sans paraître renier leur propre culture. Partout, en effet, où la décolonisation a été l'enjeu d'une lutte armée un tant soit peu soutenue, l'adhésion ouverte et rapide aux valeurs du capitalisme occidental est proprement impensable.

Tout au plus peut-on admettre la nécessité tactique de composer avec lui. Mais cette nécessité n'en rend que plus impérieux le contrôle par l'État de l'économie nationale et, notamment, du commerce extérieur. Or il y a là pour les peuples du tiers monde un redoutable piège; un piège probablement inévitable à moyen terme, dont il faudra bien pourtant que ces pays finissent par sortir un jour. L'idéologie de résistance économique implique en effet l'adoption plus ou moins délibérée d'un modèle de développement peut-être inadéquat.

Un modèle de développement

Si les élites au pouvoir dans le tiers monde entendent s'opposer à la pénétration capitaliste ou, à tout le moins, en contrôler strictement les modalités, elles doivent nécessairement ébaucher un modèle de croissance économique. Et du moment que le marxisme agit implicitement ou explicitement comme idéologie de référence, le modèle adopté s'inspirera de près ou de loin des économies centralisées et planifiées des pays de l'Est. Même là où au départ on se réclame d'un socialisme expressément défini en dehors de la théorie marxiste, comme dans le cas du «socialisme africain» que Julius Nyerere a commencé par préconiser pour la Tanzanie, le marxisme finit toujours par s'imposer comme l'idéologie qui gouverne la réalité du programme économique gouvernemental⁴. Soumis à la dure logique du marché mondial, les pays du tiers monde qui rejettent le libéralisme ne peuvent que souscrire en fin de compte au productivisme non moins prononcé du camp adverse.

L'idée de résistance, la volonté de préserver son identité

culturelle s'effacent ainsi progressivement sous la nécessité de l'accumulation et de la croissance industrielles. Le marxisme devient alors la justification grâce à laquelle on peut s'imaginer instituer le mode de production industriel contre le capitalisme occidental. Mais cette opposition à l'Occident demeure plus idéologique qu'autre chose: les programmes de développement inspirés du marxisme poursuivent plus qu'ils ne contredisent le projet colonial⁵. Comme le résume Levi-Strauss: «l'idéologie marxiste communiste et totalitaire n'est qu'une ruse de l'histoire pour promouvoir l'occidentalisation accélérée des peuples restés en dehors jusqu'à une époque récente»⁶.

Reste à savoir si cette ruse donne les résultats escomptés; si, en d'autres termes, l'occidentalisation est le destin qui attend inévitablement les peuples du tiers monde. Il y a là un risque, indéniablement (ou une chance, c'est selon). Mais encore faudrait-il savoir plus exactement ce qu'on entend par occidentalisation. Si cela désigne la rupture que l'expansion de l'Occident et de son mode de production industriel a provoquée dans les sociétés du tiers monde, cette rupture est chose faite depuis longtemps, elle est là, béante et irréversible sous nos yeux. Mais si l'on tire argument de cette irréversibilité pour décréter que les pays du tiers monde n'ont d'autre choix que de nous emboîter le pas, que ce soit via le marxisme ou via le capitalisme, c'est une autre affaire. Et je ne suis pas prêt à souscrire les yeux fermés à cette sorte d'hégélianisme.

L'histoire n'a pas de finalité inscrite d'avance dans le devenir collectif de l'humanité. Pour le moment, la plupart des élites dirigeantes du tiers monde gardent, bien sûr, les yeux rivés sur le modèle de développement industriel à l'occidentale; que ce regard passe par le marxisme, en l'occurrence, ne change rien. Mais il n'en va pas nécessairement de même des peuples: le discours marxiste comme outil de mobilisation populaire aux fins de la croissance est en perte de vitesse. Même si objectivement le développement planifié, centralisé et imposé par l'État constitue probablement pour bien des pays du tiers monde le chemin le plus direct vers l'accumulation matérielle, cette voie n'en devient pas pour autant souhaitable ni même forcément praticable. Les destructurations qu'elle entraîne, le désarroi qu'elle provoque suscitent des résistances culturelles profondes, dont on ne voit peut-être aujourd'hui que le début.

Si nulle part encore, ou presque, l'occidentalisation n'est effectivement remise en cause par le pouvoir — pas même dans l'Iran de Khomeiny —, il est également très peu de pays où l'on puisse constater que cette occidentalisation ait réussi, qu'elle ait irréversiblement imprégné les moeurs de la majorité, qu'elle ait même permis un décollage économique prometteur. À cet égard, libéralisme et marxisme se retrouvent nez à nez devant le même gâchis, et les peuples du tiers monde tragiquement pris dans une fausse alternative. Mais ces peuples se cherchent encore, car ils sentent plus ou moins confusément qu'aussi longtemps qu'ils ne se seront pas trouvés, ils resteront en butte à la rivalité destructrice des deux systèmes rivaux.

Au nom de quel fatalisme oserions-nous dire que le tiers monde ne se trouvera pas? Serions-nous, nous-mêmes, assurés de l'invulnérabilité de notre propre civilisation? ■

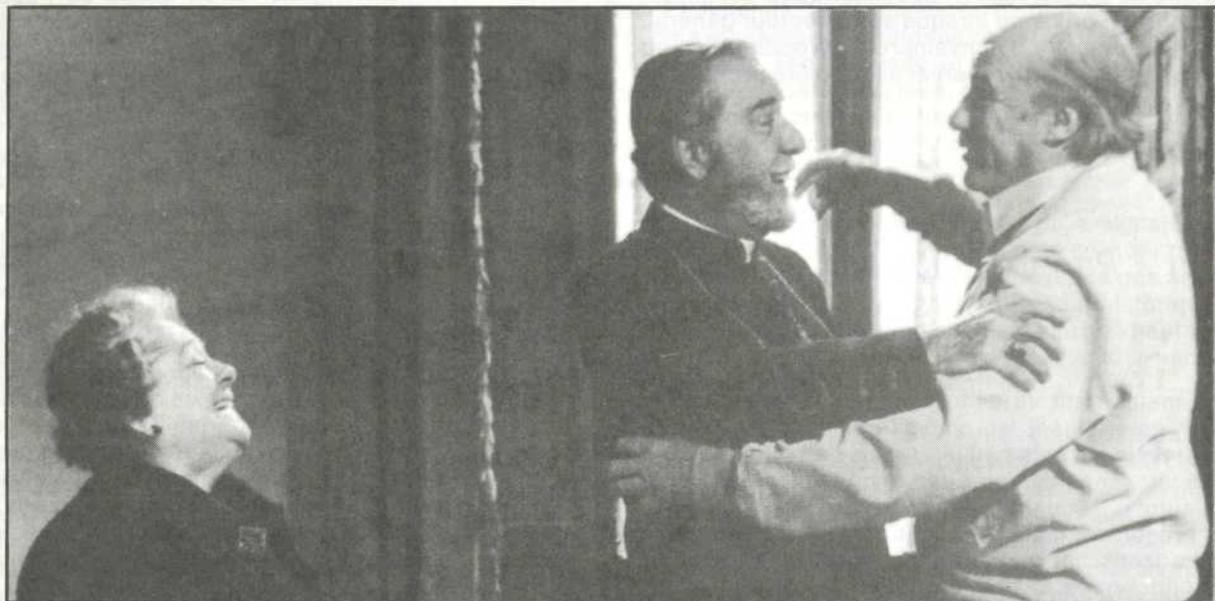
5. Serge Latouche va même plus loin en affirmant que «les marxistes deviennent les plus ardents artisans de la poursuite du projet colonial», *loc. cit.*, p. 48.

6. Interview au journal *Le Monde*, les 21 et 22 janvier 1979, cité par Latouche, *loc. cit.*, p. 33.

Le Festival des films du monde

LA CRISE DU CINÉMA

par Yves Lever



«Padre Nuestro»/Classic Film Prod.

en crise de public, le cinéma? Personne n'aurait pu imaginer cela à voir les salles du Parisien comblées dès neuf heures du matin, au beau milieu de la dernière semaine d'août! Mais c'était pour le *Festival des films du monde*, neuvième édition, qui a connu cette année un succès populaire encore plus éclatant que par le passé.

Bien sûr, ce public se compose en grande partie de «cinéphiles de festival» qui accourent, livrets de 10 billets ou «laisser-passer de 9 à 5» en mains pour voir les lauréats de Cannes, Berlin ou Venise, ou bien le dernier Lelouch, Tachella ou Tanner, ou encore la révélation de l'heure et le dernier «scandale» en France; ou même le petit dernier de la production locale (*Le Matou*). Mais on voit de plus en plus ce public-là se glisser, à côté des critiques, des vrais mordus et des groupes ethniques, à des projections de films hongrois (à qui on consacrait un hommage spécial cette année) ou argentins, ou chinois, ou finlandais...

Le bon cinéma vient d'ailleurs

Le succès du festival tend à la faire oublier, mais la crise reste pourtant bien réelle, et ce succès même n'en révèle que mieux l'ampleur: si le public accourt si nombreux, c'est parce que les vrais cinéphiles ne veulent pas rater bon nombre de films intéressants dont la projection au festival risque de demeurer unique au Québec, et que seule la cinémathèque ou la télévision (peut-être) présentera dans quelques années. Évidemment, je ne parle pas ici des films-vedettes ou de cette dizaine de films français pour

lesquels le festival a servi d'avant-première. A toutes les raisons qu'on invoque pour expliquer la baisse de fréquentation des salles (magnétoscopes domestiques, télé payante, mauvaises conditions de projection, vétusté, inconfort et malpropreté de la majorité des salles), on oublie souvent d'ajouter la médiocrité de la majorité des films à l'affiche, qui nous arrivent presque exclusivement des États-Unis et de la France. Cette médiocrité, on ne la découvre que mieux en visionnant ce qui se fait ailleurs.

Il faut le souligner chaque année, l'originalité et la beauté du festival de Montréal, et pour moi sa seule justification, viennent de la présence d'un grand nombre de pays (environ 45 cette année) qui ne produisent que fort peu de films, parfois dans des conditions presque artisanales, et dont la grande industrie internationale de la distribution ne veut pas. Ils nous offrent le plaisir de découvrir de nouveaux visages, des paysages inconnus, des histoires moins stéréotypées, des scénarios moins construits sur les grimaces d'une quelconque star internationale que sur des sujets forts et nourrissants, et surtout des perspectives moins nord-américaines. Si les exploitants et distributeurs offraient plus souvent ce plaisir aux spectateurs, peut-être ramèneraient-ils devant leurs écrans un public fidèle de cinéphiles. Il y a d'ailleurs toute une clientèle, celle des divers groupes ethniques de la métropole, qui semble gagnée d'avance pour peu qu'on la respecte en lui offrant des versions originales des films (c'est-à-dire non doublées), ce que fait heureusement le festival.

L'analyse du programme montre que les diverses régions du monde étaient au rendez-vous. On constate toutefois que la France et l'Allemagne fédérale étaient encore une fois sur-représentées. Si les Français fournissent plusieurs films «remplisseurs de salles», les Allemands de leur côté justifient mal l'importance qu'on leur accorde: aucune des oeuvres présentées ne révélait des nouveaux

talents à la hauteur des Fassbinder, Herzog, Schlöndorff ou Wenders (absents). On remarque aussi qu'aucun film américain représentatif de la grande industrie de ce pays n'a pu être obtenu, seulement quelques produits marginaux pas très intéressants. Je dois avouer que je ne le regrette pas beaucoup. Avec la majorité des critiques, je dois cependant souligner que le festival de Montréal n'atteindra le titre de grand festival «des Amériques», comme il nomme son grand prix, que lorsque son directeur général, Serge Losique, réussira à convaincre un Woodie Allen ou un Steven Spielberg de lui réserver sa dernière production pour une avant-première...

Panoramique sur ailleurs

Tentons maintenant un panoramique sur la production universelle, en excluant les cinémas américains et français, auxquels je me suis peu intéressé. Les quelque quarante films vus, sans compter des extraits significatifs de plusieurs autres, ne constituent même pas vingt pour cent des films présentés, mais l'échantillonnage, provenant de tous les horizons, me semble valable pour l'énoncé de quelques paramètres.

La meilleure surprise me vint d'Amérique latine. D'abord, je tiens *La historia oficial* de l'Argentin Luis Puenzo pour le meilleur film présenté à ce festival. Du Brésil, de Colombie, du Pérou nous arrivèrent aussi des réalisations qui marquent de façon éclatante l'instauration d'une liberté nouvelle. Longtemps banalisé par les censures des dictatures militaires, le cinéma de ces pays retrouve aujourd'hui le rôle qu'il avait joué durant les années soixante et qui est en fait celui de tous les grands cinémas: faire et dire la vérité sur le vécu collectif et personnel. Chèrement gagnée, sa nouvelle liberté d'expression lui permet d'analyser lucidement l'histoire récente, de raconter la répression et les tortures, de dénoncer les coupables, de formuler des idéaux nouveaux. Un cinéma à surveiller attentivement dans les prochaines années.

Habituellement absente, l'Afrique Noire était représentée cette année par deux films. *Ntturudu* d'Umban U Kset (Guinée Bissao) n'avait de sympathique que la musique de son carnaval. Mais *Visage de femmes* de Désiré Ecaré (Côte d'Ivoire) apporte deux éléments fort audacieux et jusqu'ici jamais aussi explicites dans le cinéma africain: des femmes d'une forte personnalité qui décident de leurs vies et un réjouissant érotisme! On m'a raconté que ce film est interdit dans plusieurs pays africains, les mâles au pouvoir ne pouvant supporter ce discours féministe. Un film à voir absolument quand Radio-Québec le diffusera (intégralement, j'espère!).

Avec l'hommage au cinéma hongrois, avec plusieurs autres productions de Roumanie, Pologne, Tchécoslovaquie, R.D.A., Yougoslavie, l'Europe de l'Est nous a fourni, comme à chaque année depuis 1980 environ, certains des meilleurs moments de cinéma de ce festival. Une censure tatillonne (il y est presque impossible de situer les films au présent, par exemple, si l'on veut aborder des problèmes sociaux) et beaucoup de contraintes de production obligent habituellement les cinéastes de ces pays à peaufiner leurs scénarios et à accentuer le niveau symbolique: cela

donne beaucoup d'oeuvres très fortes, raffinées, subtiles, souvent ironiques; le spectateur qui le veut bien découvre dans ces histoires au passé des clés pour interpréter le moment. Ce passé, c'est encore et surtout le temps quasi mythique de la deuxième guerre mondiale et des années qui suivirent ou celui de la fin de l'empire austro-hongrois. *L'année du soleil tranquille* du Polonais Krzysztof Zanussi, *Colonel Redl* du Hongrois Istvan Szabo ou *Papa est en voyage d'affaires* du Yougoslave Emir Kusturica illustrent particulièrement cette approche. Sans compter que plusieurs cinéastes de ces pays, pour toutes sortes de raisons, réalisent dans certains pays de l'Ouest, quelques-uns de leurs meilleurs films. On connaît bien la carrière américaine du Tchèque Milos Forman (*Amadeus*) ou la production française du Polonais Andrzej Zulawski (*L'amour braque*, présenté au festival). Les deux meilleurs films de la compétition de cette année (selon moi) entraient dans cette catégorie: *Amère récolte* réalisé en R.F.A. par la Polonaise Agnieszka Holland et *Le pouvoir du mal* de Zanussi, produit en France.

Ces cinéastes de l'Est sont d'ailleurs les grands responsables de l'apparition d'un nouveau discours religieux sur les écrans. Chassez Dieu et diables de la vie, et ils reviennent en force au cinéma! Avec les Zanussi, Holland, Zulawski, Forman entre autres, nous n'en sommes plus au niveau des *Exorciste* ou autres films d'horreur, mais à celui d'un discours articulé sur la vie intérieure, la grâce, le pouvoir religieux, l'autorité, le mal, le péché, la conscience, la responsabilité. Des mots que l'on n'entend guère souvent au cinéma!

Ces mots, on les a aussi entendus, mais sur un mode le plus souvent humoristique ou ironique dans *Padre Nostro*, la comédie espagnole de Francisco Rugeiro qui a remporté la palme de la compétition. Rien de plus facile que de mélanger sexe et religion pour faire rire. Ici, le discours reste toutefois à un niveau élevé, le mot d'esprit est souvent subtil, les situations cocasses, mais jamais vulgaires. S'y mêlent des séquences de grande intensité dramatique. J'aurais plutôt accordé la palme aux films de Zanussi ou de Holland, mais le jury n'a pas fait un mauvais choix. Avec *Stico* de Jaime de Arminan, *Padre Nuestro* illustre bien l'extraordinaire vitalité et la liberté retrouvée du cinéma espagnol depuis la mort de Franco.

Terminons le panoramique avec quelques brèves remarques. L'Australie s'aligne de plus en plus sur le cinéma hollywoodien et ne présente plus beaucoup d'intérêt, comme le Canada anglais, d'ailleurs. Les Chinois commencent à s'intéresser davantage aux émotions personnelles et moins aux slogans du parti; cela donne un cinéma naïf, quasi artisanal dans sa forme, mais chaleureux et intéressant pour sa valeur documentaire. Le Japon demeure dans son creux de vague et les Kurosawa, Kobayashi, Shindo, etc., ne semblent pas encore avoir trouvé de relève. Du reste de l'Asie (Inde, Phillipines, Hong Kong), ne nous est rien venu cette année de notable, quoiqu'il faudrait donner une bonne note à *Damul* de l'Indien Prakash Jhia pour avoir abordé le problème des «intouchables».

Du Canada et du Québec, *Le matou* de Jean Beaudin, *Visage pâle* de Claude Gagnon, *Night Magic* de Lewis Furey et plusieurs courts métrages constituaient une délégation somme toute représentative.

Enfin, tous les festivals ne font qu'illustrer la santé générale du cinéma dans le monde. Pas plus dans les autres qu'à Montréal, il n'y eut cette année d'oeuvres fortes comme *Paris Texas* de Wim Wenders ou *Le bal* d'Ettore Scola, l'an passé. De 1985, l'histoire retiendra probablement qu'elle ne fut pas une très bonne année. ■

dépêches

Aux Philippines va commencer bientôt le procès des deux frères Norberto et Edelberto Manero, soupçonnés d'avoir assassiné un missionnaire italien, le P. Tullio Favali. Plusieurs personnalités religieuses, dont l'évêque de Kadapawan, Mgr Quevado, et le P. Sebastian D'Amra, des Missions étrangères, ont émis des doutes sur le sérieux de la procédure judiciaire, demandant même le remplacement du juge dont l'impartialité serait peu crédible. Les deux présumés assassins appartiennent, semble-t-il, à un groupe d'extrême-droite fomenté par l'armée contre les mouvements armés d'opposition au régime Marcos. (Inter Presse Service)

Un anthropologue péruvien, Juan Ossio, a signalé la récurrence d'un messianisme chez les Indiens des Andes, qui dans une conjoncture de crise, peut se muer rapidement en mouvement politique de contestation. Il a rappelé comment, lors des mouvements paysans des années 60, le leader Hugo Blanco était considéré par certains comme la réincarnation de l'Inca, fondateur historique du royaume de Cuzco dont le mythe est encore très présent dans la mentalité religieuse des paysans des hauts-plateaux et dans toute la civilisation andine. Également significative, la popularité de la secte messianique «la nouvelle Alliance» qu'inspirent des revendications pour la Justice selon l'Ancien Testament. (IPS)

On annonce la réouverture de l'enquête sur l'assassinat de Mgr Romero. Au Salvador, la nouvelle a été reçue avec beaucoup de scepticisme par ceux qui suivent ce genre de dossiers. On sait par exemple que la cour d'appel, le 15 août dernier, a relevé toutes les charges pesant contre les soldats accusés d'avoir tué 18 personnes, il y a deux ans et demi, à la ferme coopérative Las Hojas. De même, le 3 juillet, pour la troisième fois, un juge salvadorien trouvait non coupable le capitaine Eduardo Alonso Avila, considéré par les autorités des États-Unis comme responsable du triple meurtre de deux conseillers agricoles américains et d'un collègue salvadorien. (IPS) Au début de septembre, des soldats honduriens envahissaient le camp de réfugiés salvadoriens à Colomangua, tuant 2 réfugiés, en blessant 13, molestant sauvagement plusieurs autres. Une dizaine de réfugiés ont été arrêtés. Le témoignage de 5 observateurs étrangers qui étaient sur place est formel: cette attaque était injustifiée et illégale, et deux des soldats qui ont participé à l'opération étaient visiblement des non-Honduriens, blonds, anglophones... (NYT)

La répression au Chili s'est beaucoup amplifiée ces derniers temps. Des responsables d'Église ont récemment demandé à la Cour suprême d'enquêter sur les crimes, les disparitions et les tortures perpétrés à l'endroit des militants chrétiens et surtout des jeunes. Mgr Precht a cité le cas d'une étudiante à l'université, Marcela Pradenas, et de 15 autres jeunes qui ont disparu. Depuis le début de l'année 1985, un escadron de la mort aurait fait plus d'une centaine de victimes (meurtres, disparitions, sans compter les menaces de mort) dans les milieux chrétiens de solidarité, tatouant parfois leurs victimes d'un signe de croix; les moyens dont ils disposent (automobiles, armes perfectionnées) indiquent qu'ils ont l'appui des autorités militaires. Enrique Palet, qui travaille pour le bureau des droits humains de l'archevêché, signale 72 disparitions entre le 1er avril et le 20 août derniers. (IPS)

Les Polonais n'ont pas oublié les accords de Gdansk qui, en 1980, allaient donner naissance à Solidarité. Le 30 août dernier, avec une journée d'avance — le samedi étant «libre» conformément à un des acquis de Solidarité toujours respecté — Walesa et les dirigeants du syndicat dissous célébraient le cinquième anniversaire de l'événement en rendant public un document de seize pages contenant un message très clair aux autorités: «Libérez les prisonniers politiques, arrêtez la répression, revenez sur les voies de l'entente». Quelques jours auparavant, Mgr Glemp, primat de l'Église polonaise, prononçait devant l'assemblée épiscopale du pays, une homélie fort remarquable. Sa déclaration, considérée comme la plus vigoureuse depuis sa nomination, condamnait le marxisme comme système, inspiré, a-t-il dit, «non pas par le pouvoir de la pensée, mais plutôt par l'idée même du pouvoir». Il y réaffirmait aussi la force et la vitalité des valeurs chrétiennes. (IPS, Le Monde)

Derrière la famine catastrophique qui frappe l'Éthiopie et l'Afrique australe se profile un phénomène météorologique encore mal connu: la sécheresse. Ce cataclysme n'est d'ailleurs pas réservé au continent africain, comme le savent les agriculteurs des grandes plaines nord-américaines. Le Centre de recherches pour le développement international a préparé un petit document, intitulé «Pour comprendre la sécheresse», destiné aux journalistes, aux enseignants et à tous ceux qui s'intéressent au développement international. En une vingtaine de pages et à l'aide de quelques tableaux statistiques, il trace un historique de la sécheresse, rappelle ses retombées et présente rapidement les principales théories avancées pour l'expliquer. Un outil pratique, concis et à point, qu'on peut obtenir en s'adressant à la Division des communications du CRDI, C.P. 8500, Ottawa K1G 3H9.

ENTREVUE

Krzysztof Sliwinski

Le catholicisme polonais

LE COMPLEXE DU FILS AÎNÉ

Le catholicisme polonais nous semble familier car il ne nous est pas difficile de comprendre le lien qui l'unit à un nationalisme maintes fois bafoué. Mais il nous étonne: religion populaire et mouvement de masse solidement encadré par la hiérarchie, il affiche la bonne conscience du fils aîné de la parabole. C'est ce que nous explique Krzysztof Sliwinski, un intellectuel proche du mouvement Solidarité et de l'archevêché de Varsovie.

REL. *Même avant l'élection de Jean-Paul II et avant l'essor de «Solidarité», le catholicisme polonais tranchait par sa ferveur, son orthodoxie et sa militance. Pourtant, la région de Gdansk, par exemple, n'est pas précisément une zone rurale: en Silésie, l'industrialisation et l'urbanisation n'ont pas provoqué de déchristianisation. Comment vous expliquez-vous la fidélité des Polonais à l'Église?*

K.S. Le jour où j'ai pris conscience de ce que j'appellerai le côté «tribal» de la religion, j'ai eu le sentiment de faire une découverte. Chaque religion a un contenu particulier,

une façon à elle d'approcher le mystère, un message, des rites, des dogmes. Mais elle suscite en outre un autre genre d'identification. Prenez le cas de l'Irlande: catholiques et protestants y sont à couteaux tirés, mais pas pour des questions de dogme. C'est en ce sens que les dénominations religieuses recouvrent des identités «tribales».

En Pologne, la jonction entre le catholicisme et le nationalisme me paraît remonter au XIXe siècle, alors que nous nous sommes trouvés coincés entre deux pouvoirs étrangers: les Russes orthodoxes et les Prussiens luthériens. Résister à l'envahisseur et

défendre la foi, c'était pratiquement la même chose. À l'inverse, abandonner le catholicisme, c'était trahir la nation.

En face, l'indifférence religieuse de l'Occident sécularisé se rattache à une expérience toute autre. En matière de foi et de religion, me semble-t-il, il en va des peuples comme des individus: dans une société qui fonctionne à peu près normalement, ou quand on mène une existence paisible et confortable, on ne se pose pas la question religieuse. Ce sont les situations-limites, la maladie, la mort, l'oppression, qui obligent à se questionner sérieusement sur le sens de la vie.

Je vous dirai qu'ici, en Pologne, nous vivons depuis longtemps à la frontière de l'existence et de la non-existence: la guerre, l'occupation nazie, l'époque stalinienne, la loi martiale ne nous ont pas permis de mener une vie «normale». Bref, la pression sociologique, ce que j'appelais «l'identité tribale», s'appuie sur un questionnement de fond: nous sommes en recherche, en quête de la Providence.

REL. *Le lien que vous faites entre un contexte social difficile et la vigueur du catholicisme suggère un parallèle avec ce qui se passe en Amérique latine...*

K.S. Je vous arrête tout de suite. Nous avons beaucoup de mal à comprendre les catholiques latino-américains et je crois qu'ils nous le rendent bien. Pour évoquer la distance qui nous sépare, une amie à moi parle d'incendie et d'inondation: deux grandes épreuves, mais les sinistrés de l'une et de l'autre auront toujours du mal à se parler.

Vue d'ici, la théologie de la libération est difficile à accepter. Devant certaines déclarations du Père Cardenal, par exemple, je pense: «Pauvre idiot!». Le nazisme et le stalinisme nous ont appris que les pires horreurs naissent de la rencontre du crime et de l'innocence: rapprochez un Staline de jeunes innocents séduits par une idéologie et c'est l'enfer... Je ne doute pas que des prêtres comme Cardenal soient sincères et foncièrement honnêtes, mais je reste persuadé qu'ils contribuent à promouvoir une idéologie véritablement infernale.

REL. *La théologie de la libération est née de l'engagement d'une partie de l'Église catholique auprès des pauvres. L'engagement des catholiques polonais a-t-il donné naissance à une théologie originale?*

K.S. J'espère pouvoir répondre à la question. Cette Église polonaise, puissante et populaire, n'a pas produit une théologie originale, du moins dans la sphère de la spéculation théologique, de la spiritualité ou de la contemplation. Son originalité réside ailleurs. Ici, c'est l'importance reconnue au martyr qui domine, plus que la miséricorde ou l'ascèse. Accepter le risque du martyr est regardé comme un devoir, j'oserais même dire un risque professionnel, en particu-



Sipa Press/Ponopresse

lier pour le clergé. Nos prêtres peuvent être paresseux, un peu matérialistes, pas trop instruits; ils savent que, le moment venu, ils doivent être prêts à témoigner jusqu'au bout. La mort du Père Popieluszko a été vécue comme l'expression de cette nécessité absolue du témoignage intégral.

Nous qui avons si souvent été les perdants de l'Histoire, la vertu théologique que nous privilégions, celle qui nous fait vivre d'abord, c'est l'espérance. La charité importe, cela va de soi. La foi aussi, même si cette foi est rarement articulée jusque dans les détails. Mais le fond du problème, pour

nous, c'est d'espérer.

Or dire aux Polonais qu'ils ont raison d'espérer, que leur espoir se fonde sur l'essentiel, c'est leur dire: vous êtes un peuple élu. Dans la Bible, souffrance et élection vont souvent de pair (l'exode, les prophètes, la captivité, le Serviteur de Yahvé); de même, la Pologne se sent-elle à la fois marquée par une souffrance exceptionnelle et «choisie»: le nouvel Israël, en somme.

Prenons un exemple. Il y a une quinzaine d'années, environ 20% des jeunes se déclaraient non-croyants; aujourd'hui, ils son moins de 3% à le faire. Quand on demande à

ceux qui se sont «convertis» les motifs qui les inspirent, ils ne parlent pas de cheminement intellectuel, encore moins de dogme; ce qui compte pour eux, c'est l'aspect communautaire (Ecclesia Mater) et l'espoir. Dans un monde où tout s'écroule on s'attache à ce qui ne passe pas. Et, croyez-moi, il ne s'agit pas seulement d'une mode sentimentale...

Si vous avez du mal à comprendre, rappelez-vous que nous sommes aussi influencés par l'orthodoxie, qui représente une expérience d'Église autre, moins rationaliste peut-être. Spirituellement, je me sens profondément orthodoxe. Ma prière, par exemple, n'est pas d'abord le résultat de mon effort personnel; en polonais, on dit «je suis prié», et non pas «je prie». La liturgie n'est pas un choix individuel; on y entre comme dans l'eau, on se laisse submerger...

REL. *On dit qu'il y a plus de prêtres et de religieuses, proportionnellement, sous le régime communiste qu'avant la dernière guerre, alors que la Pologne était un État officiellement catholique.*

K.S. Le grand signe de notre vitalité religieuse, en effet, c'est le nombre spectaculaire des vocations. Il s'agit surtout de vocations au clergé séculier. La vie religieuse, les monastères ou la pauvreté franciscaine par exemple, attirent moins.

Avant d'essayer de psychanalyser les séminaristes, arrêtez-vous à ce qui constitue l'un des problèmes les plus lourds dans notre société: la frustration et l'ennui secrétés par la vie professionnelle. Ici, il est extrêmement difficile de «faire carrière» au meilleur sens du terme, de s'épanouir et de se réaliser dans son travail. La

compétence et le mérite personnel comptent beaucoup moins que la soumission au Parti. Lors d'un récent sondage, 85% des travailleurs interrogés se déclaraient insatisfaits de leur travail et disaient ne pas y trouver de sens.

Mais ce n'est pas le cas de la prêtrise. Prenez un petit campagnard comme le Père Popieluszko, dont les sermons étaient suivis par des milliers et des milliers de personnes. Quelle autre profession, ici, offre de telles gratifications? Un curé des environs de Varsovie a mis sur pied, dans sa paroisse, une véritable bibliothèque clandestine, qu'il enrichit chaque mois grâce aux dons de ses paroissiens, qui sont prêts à verser jusqu'au quart de leur salaire pour avoir des livres. Personne d'autre ne pourrait organiser ce genre de services communautaires.

REL. *Et la place des femmes?*

K.S. Rappelons d'abord qu'au XIXe siècle les insurrections ont décimé la population masculine et que, par la force des choses, les femmes ont pénétré beaucoup de domaines jusqu'alors réservés aux hommes. L'égalité

n'était pas reconnue juridiquement mais elle existait de facto. Au plan politique, le féminisme restait nécessairement plutôt théorique: il n'y avait pas de parlement...

Dans l'Église, la «noble mère de famille» a joué un rôle d'autant plus important que c'est à la maison que se donnait l'instruction religieuse. Ce qui retient l'attention aujourd'hui, en regard de la vague des vocations sacerdotales, c'est le nombre relativement peu élevé de vocations religieuses féminines. D'ailleurs, contrairement aux hommes, les femmes entrent plutôt dans des congrégations contemplatives; probablement parce qu'elles y sont plus indépendantes, à l'intérieur de leurs structures, que dans les instituts actifs où elles se retrouvent généralement affectées à des tâches subalternes sous les ordres des prêtres.

Par contre, des questions qui prennent beaucoup de place dans les Églises occidentales, comme le mariage des prêtres, l'ordination des femmes, les rapports clercs-laïcs, restent secondaires ici. En apparence, c'est le XIXe siècle: l'évêque, c'est le prince-

évêque, et le curé, c'est Monsieur le curé. Mais en apparence seulement. La hiérarchie a nettement conscience de ce qu'elle doit au peuple et aux pressions de l'opinion publique sur l'appareil gouvernemental, depuis la libération du cardinal Wyszynski (1956) jusqu'à la radiodiffusion de la messe du dimanche (1980). Le lien direct avec le peuple prend d'ailleurs la forme d'une dépendance économique. «Je préfère, disait le cardinal Wyszynski, que les prêtres dépendent le plus directement possible de la générosité des fidèles plutôt que de recevoir, au nom de la justice abstraite, une sorte de salaire de curés.» C'est dire qu'un pasteur apprécié de ses fidèles vivra un peu plus à l'aise...

Il est clair que l'autorité de l'Église, cela existe ici. Devant l'échec total de l'idéologie marxiste, on est revenu à la bonne vieille Doctrine sociale de l'Église. On a demandé aux ouvriers d'une grande sidérurgie de Varsovie qui était pour eux l'autorité; 80% ont répondu: le pape. Et même s'il ne s'appelait pas Wojtyla, il aurait sûrement dépassé les 50%...

REL. *Et comment voyez-vous la place de*

l'Église polonaise dans l'Église universelle?

K.S. Au plan strictement politique, nous ne devons absolument pas perdre le sentiment d'appartenir à l'Europe, et non pas seulement à ce petit pays, envahi et isolé. Il est donc très important pour nous d'appartenir à l'Église catholique romaine, et non à une Église nationale simplement.

Pour le reste, je dirais que jusqu'à l'accession de Jean-Paul II au pontificat nous étions plutôt complexés, très complexés même. Nous nous trouvions un peu dans la situation du fils aîné de la parabole de l'enfant prodigue: nous étions toujours restés fidèles à Rome, nous avions toujours suivi les enseignements et les consignes de l'Église, mais nous ne nous sentions pas reconnus ni vraiment aimés. La grâce ne passait pas, si vous voulez. Maintenant, évidemment, c'est l'inverse: tout le monde voit que nous sommes nombreux, que nous sommes une Église vigoureuse; nous serions tentés de faire la leçon à tous ces Occidentaux qui ont quitté l'Église. C'est presque un complexe de supériorité qui nous guette. ■

LES SOIRÉES RELATIONS SUR CASSETTES VIDÉO

Nous avons enregistré sur cassettes vidéo les soirées suivantes:

- la qualité de l'information
- quel avenir pour le Québec?
- la peine de mort
- la concertation dans les relations de travail
- le Livre vert sur la famille
- génétique et maternité
- l'immigration au Québec
- le quart monde
- mobiliser la jeunesse?

Vous pouvez emprunter ces cassettes (location: pour 1 semaine: 5\$ plus les frais d'envoi) ou même en commander une copie (25\$ plus les frais). Veuillez préciser le format de la cassette désirée (Beta ou VHS) et le sujet.

Adressez vos commandes à Pierre Bélanger, Centre justice et foi,
25, Jarry ouest, Montréal H2P 1S6 (514) 387-2541.

lectures

George Ignatieff: *The Making of a Peacemonger*. □
 Pierre Lellouche: *L'avenir de la guerre*. □ Aldous
 Huxley: *Retour au meilleur des mondes*. □ Paul-Marie
 de la Gorce: *La guerre et l'atome*. □ Françoise Gau-
 det-Smet: *Par oreille*. □ Marcel Laflamme: *L'attente
 du Québec*.

La formation d'un fauteur de paix

Un enfant de cinq ans tente de fuir, avec sa famille, son pays déchiré par la guerre civile. Le train s'arrêtait à tout instant sans raison apparente... et je pouvais apercevoir, à quelques pieds seulement, un wagon de marchandises chargé de morts et de mourants. Cette image, et surtout celle d'un homme dont le bras émacié semblait tendu vers moi comme pour appeler au secours, s'est gravée à jamais dans ma mémoire.

C'était en 1919 mais le fils du comte Paul Ignatieff, ci-devant gouverneur de la province de Kiev et ministre de l'Éducation nationale du tsar Nicolas II, revoit la scène au moment de rédiger ses mémoires. «Si j'ai parfois semblé obsédé par le désarmement, ajoute-t-il, et si l'on a pu me traiter de fauteur de paix (*peacemonger*), c'est en partie parce que j'ai appris très tôt ce que la guerre inflige aux gens et à leur pays.»

Immigré au Canada, il décroche une bourse Rhodes et se retrouve à Londres au début de la Deuxième Guerre mondiale. C'est alors qu'un jeune secrétaire d'ambassade, Mike Pearson, le fait entrer au service du Haut-commissaire du Canada à Londres, Vincent Massey. Rappelé à Ottawa à la veille du débarquement, il tire ses conclusions: «la conviction entre autres que, puisque la guerre

moderne ne fait pas de distinction entre les objectifs civils et militaires, les civils devraient se faire entendre davantage dans les délibérations touchant la défense nationale.»

Cet engagement personnel au service de la paix et le débat permanent avec les militaires marqueront toute la carrière diplomatique de George Ignatieff, depuis l'été 1946, quand il accompagne le représentant canadien à la Commission de l'énergie atomique de l'ONU, jusqu'au moment où il résigne ses fonctions de représentant permanent du Canada à la Commission des Nations unies sur le désarmement, en 1971. Au cours de ces vingt-cinq ans, il aura été ambassadeur en Yougoslavie, sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires extérieures, ambassadeur à l'OTAN (au moment de la crise des missiles soviétiques à Cuba) et ambassadeur aux Nations unies en 1967-68 (la Guerre des Six jours, l'affaire du «Pueblo», l'invasion de la Tchécoslovaquie), alors que le Canada siégeait au Conseil de sécurité.

Les mémoires de George Ignatieff sont un grand livre. Bien construit car l'auteur a pris le temps de décanter ses souvenirs et de les organiser. Bien pensé, son témoignage éclaire l'évolution de la politique extérieure du Canada et son expérience devient une leçon d'histoire contemporaine. Bien écrit: portraits et anecdotes nous ramènent au ras de l'humain sans compromettre le sérieux de l'analyse et la fermeté du jugement.

Un humour élégant atténue l'amer-

tume grandissante du disciple de Saint-Laurent et de Pearson («l'âge d'or de la diplomatie canadienne») cantonné par le gouvernement Trudeau dans une fonction de plus en plus protocolaire. Sous Mitchell Sharp, les Affaires extérieures sont placées sous la coupe des intérêts commerciaux du Canada (finie la vocation de conciliateur), cependant que la question québécoise devient pour le Premier ministre une véritable obsession. Ignatieff ne s'en console pas.

Mais ce diplomate est avant tout un spécialiste des problèmes de défense et de désarmement. Et la lecture ici devient plus angoissante.

En 1948, au moment où les États-Unis détiennent encore le monopole de la technologie nucléaire, l'intransigeance de leurs négociateurs fait avorter le projet d'une agence internationale de contrôle. En 1957, le haut état-major canadien, profitant de l'inexpérience du nouveau gouvernement conservateur, pousse John Diefenbaker à signer les accords de NORAD: «en engageant le Canada dans un système intégré de défense à l'échelle nord-américaine, il acceptait un rôle subalterne dans une stratégie fondée presque entièrement sur la dissuasion nucléaire». Voilà comment on sacrifie sa souveraineté et comment on s'aventure malgré soi dans l'escalade nucléaire. En 1962, les stratèges de l'OTAN flirtent avec l'idée de faire exploser une bombe atomique en guise d'«avertissement» à l'Union soviétique...

pour désamorcer la crise des missiles cubains! Et les dirigeants des pays membres de l'Alliance atlantique découvrent après coup qu'en cas d'alerte internationale leurs armées passent sous l'autorité du haut commandement militaire américain...

Au moment où le gouvernement canadien multiplie les gages d'amitié à l'endroit du voisin du Sud, le témoignage de George Ignatieff est d'une actualité troublante. Et sur la question des armes nucléaires tactiques, son jugement est sans appel:

Personnellement j'ai toujours pensé que l'idée qu'un conflit nucléaire pourrait se confiner à l'emploi d'armes «tactiques» plutôt que «stratégiques» est totalement irréaliste. ■

Albert Beaudry

L'avenir de la guerre

On nous dit qu'il faut repenser la guerre.

«Paix impossible, guerre improbable», écrivait Raymond Aron en 1947. Il n'est pas sûr, aujourd'hui, que la «non-guerre» soit un objectif stratégique valable, affirme Pierre Lellouche dans *L'avenir de la guerre*. Avec une impitoyable rigueur, l'auteur expose, démonte les divers scénarios de la dissuasion pour montrer comment ils sont actuellement totalement inadéquats, dépassés.

Le raisonnement de Pierre Lellou-

che est relativement facile à résumer. L'évolution des positions américaines justifie, à ses yeux, la France d'avoir refusé l'atlantisme et choisi la bombe. Par ailleurs, en dépit de l'unanimité quasi religieuse que recueille la stratégie de la pure dissuasion qu'ont soutenue tous les gouvernements, de De Gaulle à Mitterrand, Lellouche montre qu'en refusant l'éventualité de toute guerre, on rend la bombe quasi inutile et on ne dissuade plus grand ennemi. Il faudrait, de son point de vue, accepter le risque de la guerre conventionnelle — et la préparer —, se hausser jusqu'au défi que pose la révolution technologique pour un nouvel ordre stratégique mondial. Et pour ce faire, la France devrait abandonner les conceptions périmées du «donjon» ou du «sanctuaire» pour élaborer avec l'Allemagne une stratégie plus européenne.

Ce qui donne beaucoup à penser tout le long de ce réquisitoire, c'est le prix énorme, fabuleux... et vain, de toutes ces stratégies, que le non-spécialiste a des chances de trouver tantôt trop compliquées, tantôt d'une quasi-naïveté. Et le livre de Lellouche a pour effet, paradoxalement, de nous confirmer dans le sentiment que ces justifications théoriques de l'armement nucléaire, de la guerre des étoiles et de toute la panoplie des technologies futuristes peuvent être bien fragiles.

Bien documenté, clair quant à l'exposé, l'ouvrage a l'avantage d'être très instructif, y compris pour ceux qui ne partagent pas les convictions

de base de l'auteur. A ce titre, son analyse du pacifisme est certainement le chapitre le moins réussi, mais dont la lecture nous a un peu détendu. Quant à l'évaluation de la menace soviétique, elle correspond sans aucun doute à une sensibilité européenne: s'il y a encore quelque part quelque chose qu'on peut appeler une frontière — l'Elbe? — ils en sont plus proches que nous. Mais il est plus qu'évident que de nombreuses études (pas de Finlandais, ni de pacifistes...) présentent un tableau passablement différent de l'équilibre des forces nucléaires qui s'affrontent dans l'arène planétaire. ■

Karl Lévêque

Retour au meilleur des mondes

bien sûr, une guerre nucléaire rendrait dérisoires toutes les prédictions».

« Peu de gens ont lu, mais tout le monde connaît bien l'oeuvre célèbre d'Aldous Huxley *Le meilleur des mondes*, où l'auteur tentait d'entrevoir la mort lente, mais «soft», à coups d'euphorisants divers, de toute une société systématiquement contrôlée, depuis la naissance en flacon jusqu'à la mort «in vitro»...

Vingt-sept ans et un holocauste

COURS DE BIBLE PAR CORRESPONDANCE

- I. Introduction à l'Ancien Testament
- II. Introduction au Nouveau Testament
- III. L'Esprit dans l'Ancien et le Nouveau Testament

Chaque cours contient 12 leçons-explications et 12 séries d'exercices sous forme de devoirs que nous pouvons corriger et vous retourner.

Chacun peut travailler à son propre rythme.

Une attestation est remise à l'étudiant à la fin de chaque cours. (Ces cours ne donnent pas de crédits universitaires).

Frais: 40\$ chaque cours, incluant les frais de correction (sans la correction des devoirs: 30\$); (Hors Canada: 55\$).

Pour renseignements ou inscriptions, écrire à:

SOCABI

Société catholique de la Bible, 7400, boul. St-Laurent #519, Montréal H2R 2Y1 (514) 274-4381.

plus tard, Huxley fait le bilan de ses visions. Nous sommes en 1958 (les camps, Hiroshima, et Budapest sont des événements de la veille...).

Plus intéressant que l'inhérente comparaison avec son oeuvre est le regard que jette l'auteur sur la société de son temps, sorte d'état du Monde (comme on dit «état de la question» ou état de la Nation), où voisinent les vues pertinentes (notamment sur la publicité et les sciences du langage), l'analyse naïve (la nazisme se serait effondré par insuffisance de «lavage de cerveaux» des esprits subalternes!) et le don de la formule-choc (en publicité chantée, «Orphée a fait alliance avec Pavlov»...).

C'est que Huxley n'est ni politologue, ni même à proprement parler «prophète» de quoi que ce soit, mais simplement observateur judicieux, mais partial, mais faillible, de la société de son temps, dont il est partie intégrante... D'où la solution «malthusienne» - contre la famine, la surpopulation et la guerre: vienne la Pile!

D'où certain diagnostic dépassé: les problèmes du monde ont une double cause: surpopulation et excès d'organisation.

Toutefois, et comme tous les grands esprits, l'auteur du *Meilleur des mondes* a la naïveté féconde, et l'erreur magnifique. Ainsi, quand il dénonce l'indifférence des jeunes Américains face au problème de la liberté, et qu'il les entend clamer: «Donnez-moi la télévision et des saucisses chaudes, mais ne m'assommez pas avec les responsabilités de l'indépendance!», on se croirait, n'est-ce pas? un petit peu plus au Nord, vers 1979, dans une Province bien connue de nous tous...

On retiendra donc, outre l'extrême actualité de certains propos, et au delà de certaines formules humanistico-rondouillardes-molles du type «la voie moyenne est la seule qui soit sûre...», la position fortement anti-militariste de l'auteur, contre ce qu'il appelle «les ennemis mécaniques et militaires de la liberté».

Ce point de vue n'est pas développé dans le *Retour au meilleur des mondes*, mais il prend par endroits un relief saisissant. «...La liberté, nous le savons tous, ne peut pas s'épanouir dans un pays qui se trouve en permanence sur le pied de guerre, ou même de paix très armée» (p. 22), affirme calmement Huxley.

Or, nous apprenons que la prochaine mission de Discovery, baptisée

Atlantis, entièrement militaire, reliera le Président Reagan aux forces stratégiques américaines dans le monde...

Huxley est toujours jeune... ■

Richard Dubois

La guerre et l'atome

Sans doute les militants du mouvement pour la paix trouveront-ils profit à lire cet essai sur les stratégies militaires en cours entre les deux grands; histoire de retremper leur engagement. Quant au grand public, il y trouvera de quoi s'ouvrir les yeux, pour peu qu'il garde son sens critique devant l'enthousiasme d'un critiqueur professionnel.

L'auteur, professeur à la Sorbonne, écrivain et journaliste, est un spécialiste de la stratégie des grandes puissances, en même temps qu'un ardent défenseur de la politique française de «dissuasion» nucléaire (si tu veux la paix, présente à l'ennemi potentiel la perspective de terribles représailles nucléaires).

Les stratégies des deux super-puissances ont évolué, depuis le monopole nucléaire américain (1945) et la guerre froide des années '50 jusqu'à la course effrénée aux armes sophistiquées et à la prolifération des guerres dites «limitées»; de même, les principales tactiques de ce que l'auteur appelle, avec un détachement un peu inquiétant, «l'éternel jeu des forces opposées».

Pour lui, deux aphorismes résumant les lois qui régissent ce grand jeu de la guerre. D'abord, «il revient au politique d'utiliser l'équilibre de la puissance pour asseoir la paix et la faire durer.» Principe directeur qui implique déjà une course à l'armement, une escalade dans la recherche de l'égalité. Mais voici que cette «parité nucléaire» est considérée comme une impasse par les stratèges; elle mène à la «non-guerre», à ce qu'un général dépité a appelé «l'éclision de la stratégie». D'où le second principe: «il incombe à ceux qui ont en charge le développement des forces, savants ou militaires, de chercher à rompre l'équilibre et d'ouvrir d'autres voies qui rendent à la guerre sa rationalité (sic) et aux armées les moyens de leur victoire». Comprenez

bien qu'il existe des gens, équipés des moyens les plus dispendieux et les plus sophistiqués, qui n'ont qu'un but: rendre la guerre possible, sortir de la «parité» paralysante.

Sont venues rompre la parité les armes nucléaires dites «tactiques», puis les bombes «anti-forces», de même que les missiles auto-guidés à très haute précision (dont le fameux *Cruise*)... Si «l'initiative de défense stratégique» du président Reagan (la «guerre des étoiles» des journalistes) crée actuellement tellement de commotion, c'est justement qu'elle menace, dans quelques années, de rompre momentanément l'équilibre atteint par les deux grands. En somme, d'équilibres en déséquilibres — les uns et les autres étant recherchés pour eux-mêmes —, c'est l'escalade de l'armement qui se poursuit, à coup de sommes astronomiques.

Pour l'auteur, cette logique paraît moins absurde qu'inéluctable. Mais ceux à qui la paix tient à coeur estimeront qu'il faut reprendre, sur une toute autre base, la stratégie de la paix. ■

Fernand Jutras

Par oreille

Ce premier volet de l'autobiographie de Françoise Gaudet-Smet s'étend de sa tendre enfance à son entrée à l'École normale (1902-1919). On a beaucoup de plaisir à voir grandir cette petite fille intelligente même si ce n'est pas la première fois que l'on se voit décrire le Québec agricole du début du siècle. Les plus âgés pourront certainement renouer contact avec leurs jeunes années. Les autres y découvriront avec un certain étonnement le menu détail de la vie quotidienne d'alors.

Le titre, *Par oreille*, rend bien l'atmosphère générale du livre. Françoise Gaudet-Smet raconte ce qu'elle a vu et entendu, décrit les situations, les décors, rapporte ses propos. La femme mûre que nous connaissons ne livre que peu de commentaires et à peu près pas d'analyse. On aurait pourtant aimé savoir ce qu'elle pense aujourd'hui des grossesses successives de sa mère, par exemple. Mais peut-être aurons-nous droit à ses réflexions lorsque l'enfant aura fait place à l'adulte, dans le deuxième tome de ses mémoires, *Par coeur*. ■

Ginette Boyer

L'attente du Québec

Paraissant à ce moment-ci de l'histoire, *L'attente du Québec* est un livre étonnant. C'est un projet de société. Complet. Comme en écrivaient il y a 25 ou 30 ans les Lionel Groulx, Esdras Minville ou François-Albert Angers. Et c'est un livre qui se veut efficace. Un manuel. Pour les groupes, pour les jeunes. L'auteur est un expert en organisation du travail, professeur à l'Université de Sherbrooke. Depuis dix ans, il a publié une douzaine de livres de qualité, sur la démocratie industrielle, la coopération, les relations de travail.

Cette fois-ci, il a voulu dire le fond de sa pensée, sa motivation de base, son espérance. Le livre est à la fois immense et simple: il faut au Québec un projet économique, un projet culturel, un projet politique. Les trois réalisables en cinq ans, si nous le voulons. Les options sous-jacentes sont franches: d'abord une mystique, la solidarité coopérative, la famille saine, la libération nationale. Ensuite, une économie autonome, où les travailleurs sont partenaires à part entière, un syndicalisme de concertation, une politique de plein emploi. Il faut développer en même temps les moyens de retrouver une fierté nationale, une démocratie vécue, une école constructive, des soins de santé humains, des médias responsables. L'idéal politique est simple et clair: autonomie nationale, promotion d'un État français, fier de ses traditions y

compris de son caractère chrétien, soucieux d'allègement de l'appareil étatique et de responsabilité régionale. Et enfin il faut susciter un renouveau culturel libre des influences extérieures, surtout des États-Unis et de Moscou, pour assurer un développement personnel, former un peuple épanoui et communautairement heureux.

L'auteur est à la fois un technicien rigoureux et un poète dont la capacité d'enthousiasme est considérable. Sa base d'expérience est sérieuse: il connaît de près le monde de la PME québécoise, des coopératives, des relations de travail vues du côté ouvrier autant que patronal. D'autre part, il pose de redoutables prémisses. En particulier, la certitude que le capitalisme et le communisme ont tous deux atteint leur point de crise et que, d'ici quelques années, tous s'en détacheront. Ce sera l'heure du Québec. Une deuxième prémisse difficile est que ce Québec, justement, est plein de santé, de ressources et de valeurs et en même temps terriblement délabré, par le pluralisme, le libéralisme des médias, le syndicalisme de gauche, le PQ, l'affaiblissement de la morale sexuelle et familiale, les abus de l'assistance sociale.

Le problème majeur, cependant, est d'un autre ordre. L'auteur attribue un rôle considérable à la morale dans son projet de société québécoise de demain. Morale personnelle et morale sociale. C'est sans doute son apport le plus courageux, dans un temps où beaucoup de gens feignent de l'ignorer. Mais cette morale est présentée

uniquement comme morale du devoir, comme déontologie. Il est difficile de comprendre comment l'auteur envisage la réussite d'une morale de ce type, sauf par la contrainte. Dans un livre qui se veut pédagogique et adressé aux jeunes, il faudrait faire davantage désirer les valeurs de travail, de sobriété, de partage, de fidélité, de dévouement à la patrie, de santé. Dans la même ligne, le témoignage chrétien de l'auteur est courageux, proche de ce que l'Action catholique offrait il y a une génération. Mais on peut avec raison s'inquiéter de voir la morale prendre trop vite le premier plan dans la perspective religieuse, et de voir cette morale rejeter trop vite le pluralisme, la liberté des médias, la diversité d'orientation dans notre système éducatif. On ne peut s'empêcher de penser aux démocraties chrétiennes européennes dans leur première phase. On souhaiterait que l'auteur nous présente un christianisme plus capable de vivre dans le courant d'air moderne, comme celui de Vatican II avec *L'Église dans le monde de ce temps*.

Le livre manque finalement de synthèse, malgré son allure schématique. Il est écrit dans une langue qui devrait être plus soignée. C'est un manuel imparfait, mais qui mérite d'être mis à l'essai. Hegel écrivait lui aussi, il y a près de deux cents ans, des plans de société réalisables en cinq ans. À la longue, ils ont eu beaucoup de succès. ■

Julien Harvey

références

George Ignatieff, *The Making of a Peacemaker*, University of Toronto Press, Toronto, 1985; 257 p. table onomastique.
Pierre Lellouche, *L'avenir de la guerre*,

Mazarine, Paris, 1985; 334 p.

A. Huxley, *Retour au meilleur des mondes*, Presses Pocket (rééd.), Paris, 1978; 153 p.

Paul-Marie de la Gorce, *La guerre et l'atome*, Plon, Coll. «Tribune libre», Paris, 1985; 243 p.
Françoise Gaudet-Smet, *Par oreille*, Éd. Leméac, Montréal,

1985; 230 p.

Marcel Laflamme, *L'attente du Québec*, Éd. de la Société nationale des Québécois Centre-Québec inc., Drummondville, 1985; 191 p.

À SIGNALER. Les deux sections, française et anglaise, de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique viennent de publier les actes de leurs congrès de 1984. Parmi la quinzaine de communications reproduites dans ce volume 51, «L'Église face aux Patriotes en 1837-38» (Jean-Pierre Langlois), «L'engagement social de Mgr Ignace Bourget» (Huguette Lapointe Roy), Louisbourg et les débuts de la sécularisation en Nouvelle-France (Terry Crowley), les relations diplomatiques entre le gouvernement canadien et le Vatican (F.J. McEvoy). La SCHEC a ses bureaux au 223, rue Main, Ottawa K1S 1C4. - Marcello de Carvalho Azevedo, *Les religieux, vocation et mission*, Paris, Le Centurion, 186 p. Ancien président de la Conférence des religieux du Brésil, l'auteur a accompagné la redéfinition de la vie religieuse qui a marqué l'après-Concile: il en tire «une perspective actuelle et exigeante», à l'opposé des conformismes et de l'antiféminisme d'une certaine tradition comme des alibis de l'engagement.

RENÉ DAVIGNON

LE MAL CHEZ GABRIEL MARCEL

COMMENT AFFRONTER
LA SOUFFRANCE ET LA MORT?

RECHERCHES
NOUVELLE SÉRIE-4

BELLARMIN

cerf

LE MAL CHEZ GABRIEL MARCEL

Comment affronter la souffrance et la mort?
par René Davignon
Collection Recherches, nouvelle série 4

Comment se présente le mal dans notre vie quotidienne? Comment faire face à la perte des êtres qui nous sont chers? Quelle place le mal tient-il véritablement dans notre existence?

Avec Gabriel Marcel comme guide, l'auteur approfondit ces questions, il tâche de leur trouver une réponse acceptable.

174 pages, 12,00\$

LES VIEUX M'ONT CONTÉ, TOME 22

Répertoire d'Antoine Landry
par Germain Lemieux

Depuis 1948, Germain Lemieux poursuit l'inventaire des contes paysans ou folkloriques qui font la richesse de notre terroir. Déjà 22 volumes sont publiés. Le tome 22 contient les récits racontés par Antoine Landry, un conteur de Cap-Chat, en Gaspésie. Ces volumes, indépendants les uns des autres, constituent, une fois réunis une encyclopédie de notre folklore. On peut se procurer la série complète sous forme d'abonnement au rythme que l'on désire.

306 pages, 20,00\$



Éditions Bellarmin
8100, boul. Saint-Laurent
Montréal (Québec) Canada
H2P 2L9 — Tél.: (514) 387-2541

relations

octobre 1985

2,50\$

no 514

SOMMAIRE

face à l'actualité 243

Politique ou religieux? (H.-J.C.) - Cela s'appelle la mort (J.-P.R.) - Jeune, progressiste, libéral? (F.T.) - Nairobi, capitale des femmes (A.P.-F./M.B.-P.) - La JEC: 50 ans (A.B.)

dossier 247

Micheline Labelle	Question ethnique et question nationale	247
Manuel Crespo	Les immigrants et l'école	250
Jean-Claude Icart	En appoint	253

dépêches 254/263

Renaud Bernardin	Un F-18 pour la paix	255
Maryse Robert	Le libre-échange ou le rêve américain	257
Thierry Hentsch	Le marxisme et le tiers monde	259
Yves Lever	La crise du cinéma	261

entrevue 264

lectures 267

SOIRÉE RELATIONS: *la fonction publique*

Le projet politique d'un gouvernement, c'est notre affaire à tous. Pourtant, on a souvent l'impression qu'il appartient aux seuls fonctionnaires qui le gèrent dans le mystère de leurs grandes tours. Entre le fonctionnaire et le simple citoyen, la confiance, la connivence sont-elles possibles? Les panélistes sont les suivants:

- André Beauchamp, président du BAPE
- Jacques Godbout, sociologue, INRS
- Jocelyne Lamoureux, de la Ligue des droits et libertés

Lundi le 21 octobre 1985, de 19h30 à 22h00, à la Maison Bellarmin
25, Jarry ouest, (métro Jarry). L'entrée est gratuite.